

**COMMISSION DES FINANCES ET
DU BUDGET****COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
EN DE BEGROTING**

du

van

MARDI 27 FÉVRIER 2007

DINSDAG 27 FEBRUARI 2007

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 10 sous la présidence de M. Luk Van Biesen.

01 Question de M. Jacques Chabot au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les avantages en nature en immobilier au regard de la TVA et l'interprétation administrative" (n° 14222)

01.01 Jacques Chabot (PS) : L'article 19, paragraphe 2, du Code de la TVA permet la taxation d'avantages en nature comme la mise à disposition gratuite de véhicules pour le personnel. La loi-programme du 27 décembre 2006 a introduit le mot « meubles » dans cette disposition, mettant fin à une problématique antérieure : le législateur a, d'une part, exclu du champ d'application de l'article 19 l'utilisation de biens immeubles et, d'autre part, supprimé dans l'article 44 du Code l'exonération de l'utilisation de biens immeubles dans les conditions de l'article 19.

Certains auteurs, notamment Me Baltus, pensent que la question n'est pas réglée pour autant puisque, selon la jurisprudence comme selon la doctrine, le droit à la déduction reste intact en vertu du droit communautaire.

Quelle est la position de votre département sur ce droit à la déduction ? Quelle est l'interprétation administrative suite aux arrêts Backsi, Seeling et Charles de la Cour de justice des Communautés européennes ? Cet aspect de la loi-programme du 27 décembre 2006 sera-t-il revu ou corrigé ? Dans l'affirmative, dans quel sens et quand ?

01.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : L'objectif de la modification apportée à l'article 19 du Code est d'assurer la neutralité fiscale et de ne pas traiter différemment un assujetti qui utilise un bâtiment à des fins étrangères à son entreprise et celui qui utilise ce bâtiment à des fins de location immobilière.

J'attire l'attention sur le fait qu'il ressort d'une jurisprudence constante de la Cour de Justice que, pour ouvrir un droit à déduction, les biens ou les services fournis à l'assujetti doivent présenter un lien direct et immédiat avec des opérations en aval taxables. Ce n'est désormais plus le cas.

En outre, contrairement aux situations et aux législations concernées par les arrêts que vous venez d'évoquer, la Belgique connaît un système de révision des déductions qui permet des régularisations par rapport aux déductions initialement opérées lorsque des variations interviennent dans les proportions d'utilisation privée et économique. Il faut se référer notamment à l'arrêt royal n° 3 du 10 décembre 1969. La modification proposée s'inscrit par ailleurs dans la ligne des arrêts européens qui soulignent la nécessité de limiter la déduction initiale à la partie utilisée à des fins professionnelles et nous n'avons pas l'intention de revoir le nouveau texte.

L'incident est clos.

02 Question de M. Roel Deseyn au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le palais de justice de Courtrai" (n° 14249)

02.01 Roel Deseyn (CD&V) : Il est plus que temps d'avancer dans le dossier de la rénovation du palais de justice de Courtrai. En 2001 déjà, les plafonds, sols et murs ont été éventrés en vue d'un indispensable désamiantage. Depuis lors, le personnel travaille dans des locaux en chantier. Pourtant, un dossier de rénovation a été ouvert et une étude réalisée, mais il semble que le budget nécessaire fait défaut.

Pourquoi les travaux d'embellissement n'ont-ils pas été effectués en 2006 ? Un budget a-t-il été prévu pour 2007 ? Le ministre estime-t-il que les travaux de rénovation sont nécessaires et urgents ? Les travaux de plâtrage ne s'avéreront-ils pas inutiles dès lors que le bâtiment devra en fin de compte être complètement rénové ?

02.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : En 2006, une concertation avec le service concerné a permis de déterminer les travaux prioritaires. L'adjudication est prévue pour 2007. D'un point de vue budgétaire, il est impossible de boucler la rénovation complète en 2007 encore. Vu le coût important des travaux, on envisage un partenariat privé-public ou un financement alternatif. En attendant, tout sera mis en œuvre pour améliorer, dans la mesure du possible, la situation actuelle avec un minimum de dépenses.

Les travaux d'embellissement prévus n'amélioreront pas fondamentalement le confort. Il s'agit de travaux de réfection dans la foulée des travaux de désamiantage et dans l'attente d'une rénovation approfondie. Je rappelle enfin qu'une grande partie des services judiciaires bénéficient depuis quelques années d'un environnement de travail moderne dans le nouveau palais de justice.

02.03 Roel Deseyn (CD&V) : On se limite donc à des travaux de rafistolage et il n'est pas satisfait aux attentes du personnel. Il n'a manifestement pas été tenu compte des adjudications et des plans initiaux qui remontent au mois de février 2004. La politique de la Régie des Bâtiments ne répond pas vraiment au principe de la continuité.

L'incident est clos.

03 Question de M. Jacques Chabot au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la taxation comme un avantage en nature de l'utilisation d'une voiture par certains fonctionnaires et par des chauffeurs de mandataires politiques" (n° 14284)

03.01 Jacques Chabot (PS) : Il semble y avoir des divergences d'interprétation pour la taxation au titre d'avantage en nature. Quel est le sort fiscal lorsqu'un chauffeur vient prendre et reconduire un mandataire politique à son domicile en voiture de fonction ? Et si c'est en voiture privée ? Certains mandataires préfèrent que leur chauffeur garde la voiture de fonction en soirée pour l'entretien ou de la réparation du véhicule. Quelle sera l'incidence fiscale ?

Il arrive aussi qu'un fonctionnaire soit de garde, et qu'il garde la voiture de fonction occasionnellement. Quel régime sera appliqué ?

Des instructions seront-elles données à ce sujet ? Votre département compte-t-il apporter des précisions à la circulaire administrative sur la question ?

03.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : Dans un avis joint à une instruction du 31 mai 2000, il est stipulé que si les chauffeurs des titulaires de charges, fonctions ou mandats publics n'utilisent pas le véhicule de fonction pour leurs déplacements privés, aucun avantage imposable ne doit être retenu dans leur chef. Cela vaut également pour les trajets entre leur domicile et l'endroit où ils prennent et déposent les titulaires concernés puisque ces déplacements sont inhérents à l'exercice de leur profession.

Cet avis a été envoyé aux autorités fédérales, communautaires, régionales ou locales qui mettent les véhicules à disposition.

Pour votre deuxième question, pour autant que le véhicule soit utilisé par le travailleur à des fins personnelles, le minimum de 5.000 kilomètres prévu par le Code des impôts sur les revenus 1992 est applicable. Toutefois, il est précisé que l'utilisation occasionnelle d'un véhicule de l'employeur par le travailleur pour un court déplacement constitue un avantage social exonéré. Une circulaire du 5 février 2004 permet de déroger à cette méthode d'évaluation dans des circonstances exceptionnelles.

Une circulaire complémentaire en matière d'avantages en nature pour mise à disposition de véhicules est en cours d'élaboration par l'administration.

L'incident est clos.

04 Question de M. Roel Deseyn au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le palais de justice d'Ypres" (n° 14300)

04.01 Roel Deseyn (CD&V) : La rénovation du palais de justice d'Ypres traîne déjà depuis 1998. À l'automne 2005, le bâtiment était enfin prêt, mais il n'a depuis toujours pas pu être utilisé en raison d'une controverse liée à la télécommunication. Il a été décidé en Conseil des ministres que, dans un premier temps, la Régie des Bâtiments financerait les frais de télécommunication s'élevant à 207 000 euros. Le SPF Justice procéderait au remboursement de ce montant par la suite. À la fin de l'année dernière, le ministre avait déclaré que cette solution pourrait ainsi permettre la mise en service de la nouvelle aile avant le congé du bâtiment 2007.

Où en sont les choses ? Quand le bâtiment sera-t-il inauguré ? Les montants requis sont-ils inscrits au budget 2007 de la Régie des Bâtiments ? A-t-on lancé un appel d'offres ? Comment se présente le calendrier ? Le ministre pourra-t-il tenir ses engagements ? Un accord a-t-il été conclu avec la Justice pour le remboursement des frais occasionnés ? Manifestement, ce point ne fait pas l'unanimité au sein du gouvernement.

04.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : L'Inspection des Finances, la Justice et la Régie des Bâtiments ont été interpellées au sujet du paiement. L'inspection des Finances a confirmé que le service qui occupe les bâtiments loués doit supporter les frais de l'équipement téléphonique actif. La Régie des Bâtiments paie le câblage. De la même manière, les coûts doivent être répartis entre tous les bâtiments appartenant à l'État.

L'adjudication a déjà été attribuée. La Régie ne peut inscrire les dépenses au budget sans l'accord de l'Inspection des Finances. En revanche, elle peut accorder un préfinancement à condition que le SPF Justice confirme par écrit être disposé à rembourser les frais ultérieurement, ce qu'il n'a pas encore fait. Ce n'est qu'à ce moment-là que le préfinancement peut être établi et que les travaux peuvent être commandés. Par conséquent, si la confirmation nous parvient prochainement, l'annexe pourra encore être mise en service d'ici les congés 2007 du secteur du bâtiment.

04.03 Roel Deseyn (CD&V) : Je demanderai à la ministre de la Justice pourquoi l'accord écrit n'a pas encore été signé. J'espère que le SPF fera diligence à cet égard et que le secrétaire d'État s'entretiendra à propos de ce dossier avec sa collègue du département de la Justice. Il est assurément positif que la Régie soit disposée à accorder un préfinancement.

L'incident est clos.

La discussion des questions est suspendue de 10 h 36 à 10 h 41.

05 Question de M. Jean-Marc Delizée au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la vente du Centre de Physique du Globe à Dourbes" (n° 14214)

05.01 Jean-Marc Delizée (PS) : Cette commission a déjà connu une question concernant Fedimmo II, relative à une liste de biens immobiliers appartenant à l'État, susceptibles d'être vendus. Ce qui m'a surpris dans cette liste, ce sont deux sites sur la recherche scientifique : le patrimoine de l'IRM à Uccle et le Centre de Physique du Globe, à Dourbes (Viroinval), centre scientifique de renommée mondiale dépendant de l'IRM.

Ce centre propose une activité scientifique de haute valeur depuis cinquante ans. Ce centre et l'IRM effectuent des études relatives au changement de climat et s'intéressent à la géophysique. De telles études nécessitent l'établissement de longues observations, dans un environnement non perturbé. L'implantation du Centre de Physique du Globe à Dourbes avait d'ailleurs été minutieusement choisie à l'abri des perturbations magnétiques et environnementales. Ces observations sont uniques en Belgique et même en Europe.

Le fait de proposer à la vente ces deux fleurons scientifiques de notre pays pose question quant à la pérennité de leurs activités. En outre, le directeur de l'IRM a appris cela par la presse !

Les recherches sur le magnétisme terrestre y sont très pointues et riches d'applications. Le centre de Dourbes est situé dans un site de 52 hectares dont environ 9.000 m² bâtis. Les trois axes de l'activité sont les observations et instruments géomagnétiques, le magnétisme environnemental et les profils ionosphériques. L'État ne trouvera plus un site équivalent à l'abri des perturbations magnétiques et environnementales.

Cette annonce a mis en émoi le personnel des deux institutions.

Quel est le calendrier et la procédure pour cette opération Fedimmo ? Y aura-t-il une opération de vente et de relocation immédiate en 2007 ? Quelle serait la nature et la durée du bail en cas de vente ? Y a-t-il un risque de délocalisation des activités ? Si le site devient privé, le personnel craint des nuisances aux activités de recherche. Le gouvernement pourra-t-il donner des garanties en la matière ? La direction de l'IRM sera-t-elle consultée ? Un cahier des charges a-t-il été fixé ?

Autant je comprends le mécanisme financier de Fedimmo dans le budget de l'État, autant je suis inquiet car les sites visés sont des institutions scientifiques de renom dont le travail est indispensable.

Quels critères ont amené le gouvernement à inscrire ces deux sites sur la liste des bâtiments à vendre par l'État ? Le gouvernement envisage-t-il d'octroyer à la recherche scientifique et à l'IRM une partie des moyens dégagés par cette vente ? Avez-vous déjà une information sur la valeur de ces biens ?

Je rappelle, en outre, qu'en termes de plan de secteur, ces deux sites se trouvent en zone d'intérêt public.

L'absence de concertation avec le personnel et la direction de l'IRM pose aussi question. Quelle est la philosophie du ministre et de la Régie des Bâtiments en matière d'informations données aux départements concernés ?

05.02 **Hervé Jamar**, secrétaire d'État (*en français*) : Je confirme l'existence du dossier Fedimo II. Conformément à la décision du conclave budgétaire du 17 octobre 2006, une nouvelle opération de valorisation du patrimoine immobilier de l'État est envisagée. Elle portera sur un portefeuille d'immeubles encore à définir, à expertiser et à évaluer. La Régie des Bâtiments compte s'adjoindre des conseillers immobiliers juridiques, chargés d'assister l'État dans cette opération. Le 19 janvier dernier, le Conseil des ministres a approuvé une présélection d'immeubles, parmi lesquels seront sélectionnés les bâtiments concernés par l'opération.

La liste définitive tiendra compte de l'apport des bâtiments dans la société à constituer et des besoins des occupants en vue de leur location. Cette liste sera aussi soumise à un groupe de travail intercabinet avant toute aliénation des biens inscrits.

Je propose que votre question soit jointe au dossier, pour faire valoir les arguments que vous avez développés. Il faudra rester attentif à l'évolution de ce dossier mais je ne peux vous en dire plus à ce stade.

05.03 **Jean-Marc Delizée** (PS) : L'objet de ma question était effectivement d'attirer l'attention du gouvernement sur le caractère très spécifique de ces deux institutions.

J'imagine que M. Verwilghen, compétent en matière de Politique scientifique, a été mis au courant. Je vais lui poser une question spécifique car les activités du Centre de Dourbes ne sont pas transposables ailleurs. Le problème se pose aussi en ce qui concerne des bâtiments très spécifiques. Tout travail à réaliser par le propriétaire ne peut être effectué n'importe comment.

Je connais et comprends l'équilibre financier de l'État, mais il ne peut mettre à mal deux institutions scientifiques essentielles.

Je ferai valoir ces arguments auprès du ministre Verwilghen. J'imagine que vous pourrez sensibiliser M.

Reynders qui est doublement compétent, tant pour les Finances que pour la Régie des Bâtiments.

En outre, il n'est pas certain que des promoteurs seront intéressés par ce type d'infrastructures.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Magda De Meyer au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la déclaration mensuelle Intrastat et la mention du code de marchandise sur les factures" (n° 14260)

06.01 Magda De Meyer (sp.a-spirit) : La déclaration Intrastat est la déclaration légalement obligatoire des mouvements de marchandises entre la Belgique et les autres États membres européens. Sur la base de cette déclaration sont confectionnées des statistiques mensuelles susceptibles d'être exploitées par tous les intéressés. La déclaration Intrastat est basée sur les codes de marchandises. Or, nombre d'entreprises des nouveaux États membres de l'UE ne mentionnent pas ce code sur leurs factures, ce qui contraint les entreprises belges à effectuer de longues recherches avant de pouvoir compléter la déclaration Intrastat. Par conséquent, si l'on rendait obligatoire la mention de codes de marchandises sur les factures de sortie, un allègement administratif en résulterait pour nos entreprises et la qualité du matériau statistique s'en trouverait beaucoup améliorée.

Dans sa réponse à une question précédente, le ministre Verwilghen a déclaré qu'il souscrivait à ce point de vue. Le secrétaire d'État est-il également informé de ce vaste problème ? A-t-il déjà abordé cette question avec les autres ministres européens ?

06.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : La réglementation TVA actuelle ne prévoit pas la mention obligatoire des codes de marchandises sur les factures de vente. Toutefois, le client peut négocier cette condition avec ses fournisseurs. Actuellement, les codes de marchandises ne sont mentionnés que dans un nombre limité de cas. Si cette obligation était généralisée, il en résulterait un alourdissement administratif qui ne serait compensé par aucun avantage économique. De plus, les codes de marchandises n'ont pas été inclus dans la liste des mentions devant obligatoirement figurer sur les factures conformément à la directive européenne 2001/115 CE.

06.03 Magda De Meyer (sp.a-spirit) : Je déplore cette réponse. Il y a d'ailleurs une contradiction entre la réponse de M. Jamar et celle de M. Verwilghen. Il me semble donc opportun que ces deux excellences se concertent.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Karine Lalieux au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la contribution de solidarité sur les billets d'avion" (n° 14149)

07.01 Karine Lalieux (PS) : J'ai posé cette question il y a deux semaines au ministre De Decker, qui n'a pas pu fournir de réponse satisfaisante et m'a conseillé de m'adresser au ministre Reynders.

En 2006, près de vingt millions de passagers ont été dénombrés dans nos aéroports. Ce chiffre donne une idée des montants que nous aurions pu récolter pour la coopération au développement si notre pays avait, à l'instar de la France, instauré une contribution de solidarité sur les billets d'avion.

Le gouvernement investit correctement dans la coopération au développement et atteindra l'objectif de 0,7 %. Toutefois, cela n'est pas suffisant. Si la proposition de contribution par billet d'avion avait été adoptée, près de vingt millions d'euros auraient pu être consacrés à la lutte contre les pandémies, notamment le sida. La Belgique va-t-elle, a-t-elle ou pense-t-elle modifier sa position par rapport à cette contribution ? Quelle est la position du gouvernement belge dans le cadre des rencontres, des forums, des groupes d'études sur cette question ?

07.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : Je me réfère à la réponse que vous a donnée M. De Decker en commission des Relations extérieures.

La Belgique est consciente que les pays en développement ont besoin de plus de ressources pour atteindre

les objectifs du millénaire. Deux pistes sont ouvertes : une augmentation de l'aide officielle via le budget et la mobilisation de nouvelles ressources via des mécanismes alternatifs. Pour le gouvernement, la première est prioritaire. L'objectif de 0,7 % d'aide officielle en 2010 correspond à une augmentation considérable des ressources investies dans le développement. Si tous les autres pays riches suivaient cet exemple, il ne faudrait plus discuter de financements alternatifs. Il faut également veiller à ce que ces mécanismes ne servent pas d'alibi pour ne pas atteindre l'objectif de 0,7 %.

Pour ce qui est de la taxe de solidarité sur les billets d'avion, notre position reste inchangée. Le ministre préfère un système de contributions volontaires et une action coordonnée au niveau européen. Toutefois, comme la plupart des pays européens, la Belgique n'a pas encore pris de décision définitive.

07.03 Karine Lalieux (PS) : Les deux mécanismes ne s'excluent pas mutuellement. Pour atteindre les objectifs du millénaire, la norme de 0,7 % du produit intérieur brut consacré à l'aide au développement ne suffira pas.

Notre proposition n'a aucun impact sur le budget ni sur le transport aérien. J'ajouterai au sujet de la contribution sur une base volontaire que nous ne sommes pas là pour faire la charité mais pour recueillir de l'argent pour de vrais problèmes.

Je suis très déçue et je constate que le gouvernement n'a toujours pas adopté de position commune.

Le **président** : La question n° 14152 de Mme Karine Lalieux est transformée en question écrite.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **Mme Sabien Lahaye-Battheu au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le bâtiment du SPF Finances à Poperinge" (n° 14276)**

- **Mme Sabien Lahaye-Battheu au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le maintien des services du SPF Finances à Poperinge" (n° 14277)**

08.01 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : La Régie des Bâtiments est propriétaire de l'immeuble qui héberge les services du SPF Finances à Poperinge. La Poste est propriétaire du rez-de-chaussée de l'immeuble. Au cours des dernières années, il a été plusieurs fois question du rafraîchissement de l'immeuble, du parking et des espaces verts mais les moyens nécessaires n'ont manifestement jamais été trouvés. De nouveaux meubles ont néanmoins été promis cette année.

Contrairement à la majorité des bâtiments publics en Flandre occidentale, cet immeuble n'a pas été vendu. La vente est-elle encore prévue dans le cadre d'une prochaine opération sicafi ? Quand l'immeuble pourra-t-il enfin être rénové ?

08.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (en néerlandais) : L'immeuble ne figure pas sur la liste préparatoire de l'opération Fedimmo 2 prévue prochainement. Les autorités fédérales restent dès lors propriétaires.

Le dossier de rénovation sera prochainement mis en adjudication. Le coût des travaux est estimé à 650.000 euros, TVA incluse. Le dossier relatif au parking est prêt. La Poste doit supporter une partie des frais mais s'y refuse toujours. Les travaux au parking ne peuvent dès lors pas commencer pour l'instant.

08.03 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : L'adjudication interviendra-t-elle encore en 2007 ?

08.04 Hervé Jamar, secrétaire d'État (en néerlandais) : Pour moi, « bientôt » signifie peut-être encore cette année.

08.05 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : Je m'informerai auprès du ministre compétent concernant le problème du parking et l'attitude de La Poste en la matière.

Le **président** : Mme Lahaye-Battheu doit encore poser la deuxième question jointe.

08.06 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : Cette question concerne l'emploi dans le bâtiment que je viens d'évoquer. En juin 2006, M. Reynders a répondu qu'il n'était nullement envisagé de supprimer le bureau du SPF Finances à Poperinge et qu'il existait même des projets d'aménagement d'un nouveau centre de contact.

La teneur d'une lettre annonçant explicitement que l'objectif consiste, pour Poperinge, à réduire notablement le nombre de fonctionnaires et que les services des Douanes et Accises, du Cadastre et de l'Enregistrement sont même voués à disparaître a été diffusée à l'occasion de la manifestation des fonctionnaires des Finances qui s'est déroulée il y a quelques semaines.

Comment faut-il interpréter le contenu funeste de cette lettre à la lumière des promesses fermes faites par M. Reynders en juin 2006 au sein cette commission ?

08.07 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : En mars 2004, le gouvernement avait fourni, ici même à la Chambre, un aperçu des différents sites où les services du département des Finances seront organisés à l'avenir dans le cadre du plan Coperfin. La commune de Poperinge figurait, dans cet aperçu, sur la liste des centres de contact à créer. Ces centres de contact proposeront des services de première ligne Particuliers et Recouvrement. La mise en oeuvre de ce projet n'est pour l'instant pas à l'ordre du jour. Elle fera bien entendu l'objet d'une concertation préalable avec l'ensemble des administrations concernées. Autrement dit, à Poperinge, les services du SPF Finances resteront organisés comme ils le sont aujourd'hui, l'objectif étant d'évoluer ultérieurement vers un service à la population plus diversifié et plus complet.

08.08 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : Votre réponse me rassure.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Marleen Govaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les formations certifiées au SPF Finances" (n° 14259)

09.01 Marleen Govaerts (Vlaams Belang) : Je souhaiterais obtenir des explications complémentaires sur les examens que le SPF Finances a organisés dernièrement. Dans plusieurs départements importants, plus de la moitié des participants ont échoué. Il semblerait qu'une deuxième chance leur sera offerte. Est-ce exact ? Le nouvel examen sera-t-il davantage axé sur le savoir-faire que sur les connaissances, comme l'ont demandé un certain nombre de participants ?

Le directeur du personnel a admis que les questions à choix multiple n'étaient pas toujours claires ni correctes, ce que contredit toutefois le responsable de la formation au SPF Finances. Qui a raison ?

Des universitaires ont-ils échoué à l'examen ? Une concertation a-t-elle déjà eu lieu à ce sujet avec le ministre de la Fonction publique ? Les personnes qui réussiront le second examen auront-elles droit à la prime avec effet rétroactif ?

09.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Dans l'ensemble du département, 82 % des agents ayant participé aux tests organisés en 2006 ont réussi. Nous sommes donc très loin des résultats catastrophiques dont les médias se font l'écho aujourd'hui.

À la Taxation Impôt des sociétés, les résultats mentionnés concernent les agents de niveau B. Il est faux que la moitié des agents auraient échoué. Le taux de réussite est supérieur à 60 % : il atteint 51 % pour les experts financiers et 71 % pour les experts fiscaux. À la Perception TVA, le taux de réussite s'élève à 42 %, ce qui est effectivement très faible. J'ai demandé une analyse complète des résultats à mon administration.

Dorénavant, les responsables des formations organiseront des cours pour augmenter les chances de réussite des agents dans le cadre des formations certifiées.

J'ai demandé par courrier à M. Dupont d'envisager un repêchage pour les agents qui ont échoué.

09.03 Marleen Govaerts (Vlaams Belang) : Les journaux ont donc exagéré ? Il n'y a jamais de fumée sans feu. Il est regrettable que les contribuables, qui ont déjà moult raisons de se plaindre, puissent désormais aussi douter de la compétence des contrôleurs.

Des accords concrets ont-ils déjà été conclus avec M. Dupont ?

09.04 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : Nous sommes un des départements dont on parle le plus, probablement parce que nous sommes les plus avancés. Aussi faisons-nous exception avec ces certifications. Une somme importante a été octroyée, en décembre, dans le cadre des primes pour les agents ayant réussi.

L'organisation d'un second test là où il y a eu des difficultés nous ramène à un régime d'exception, pour lequel un accord gouvernemental est nécessaire.

Ce n'est que récemment que cette lettre a été adressée au ministre. Des rencontres ont eu lieu avec les ministres Dupont et Reynders, lors des manifestations, il y a quelques semaines. Les syndicats suivent ce dossier de près et nous espérons une réponse prochainement.

09.05 Marleen Govaerts (Vlaams Belang) : Les intéressés auront donc une deuxième chance et la prime sera octroyée. La confiance du citoyen dans les fonctionnaires fiscaux doit être préservée.

L'incident est clos.

10 Question de M. Benoît Drèze au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'application des mesures fiscales de l'AIP 2007-2008 dans le secteur non marchand, le secteur public et les ALE" (n° 14327)

10.01 Benoît Drèze (cdH) : L'accord interprofessionnel 2007-2008 vise tant le secteur marchand que non-marchand. Il prévoit notamment des mesures fiscales qui allègent le coût du travail, comme une réduction de charge fiscale pour les heures supplémentaires prestées hors des limites normales et pour lesquelles un sursalaire légal est dû.

Par ailleurs, cet accord prévoit un non-versement par l'employeur de 0,25% du précompte professionnel des salaires bruts déclarés avant retenue de la cotisation personnelle à la sécurité sociale, sans que cela influence le précompte professionnel ou l'impôt du travailleur.

Nous avons reçu une copie d'un courrier adressé au premier ministre le 13 février dernier par la fédération des CPAS de l'Union des villes et communes qui s'inquiète de ces dispositions.

Ces deux mesures seront-elles appliquées de la même manière au secteur non-marchand privé des pouvoirs locaux, des ALE et dans le secteur privé marchand ?

10.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : Il est prématuré de répondre à votre question car le débat parlementaire n'a pas encore eu lieu. Le projet de loi sera déposé prochainement au Parlement.

Pour les mesures relatives aux heures supplémentaires, les avantages de pourcentage des mesures existantes sont renforcés. L'avantage « employeur » reste applicable au secteur marchand, et l'avantage « travailleur » est applicable aux secteurs marchand et non-marchand.

La dispense du versement de 0,25% du précompte du salaire brut s'applique aux secteurs marchand et non-marchand, tels que définis par la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires. Le champ d'application de la mesure structurelle diffère donc, ici, de celui relatif aux heures supplémentaires, volet « employeurs ».

En commission, nous pourrions avoir des explications plus précises sur le sujet. Si nécessaire, nous pourrions envisager les amendements qui conviendraient.

10.03 Benoît Drèze (cdH) : Si vous renvoyez au débat parlementaire, c'est qu'il y a bien des différences de

traitement entre les secteurs marchand et non- marchand. J'entends que vous êtes ouvert à des amendements en la matière.

10.04 **Hervé Jamar**, secrétaire d'État (*en français*) : Monsieur Drèze, il s'agit d'un projet. Il arrive qu'on se rende compte, en commission, de difficultés ponctuelles, techniques ou autres. Il faut envisager les choses sereinement. Nous devons analyser le courrier de l'union des CPAS de Wallonie à la lumière de votre question et nous préparer au débat en commission et, ensuite, en séance plénière.

10.05 **Benoît Drèze** (cdH) : En fait, il s'agit d'un courrier des fédérations de CPAS de Wallonie, de Flandre et de Bruxelles. Nous y reviendrons lors du dépôt de votre projet.

L'incident est clos.

11 **Question de M. Benoît Drèze au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la fiscalité des travailleurs frontaliers Belgique/France" (n° 14328)**

11.01 **Benoît Drèze** (cdH) : Le ministre Demotte a récemment relevé l'effet « ciseaux » de cotisations sociales personnelles plus basses dans notre pays et de cotisations fiscales plus basses en France. Cette situation amène de nombreux Français à travailler en Belgique et un nombre nettement inférieur de Belges à travailler en France. Elle entraîne à la hausse les recettes fiscales en France et le chômage en Belgique.

Par ailleurs, la Fédération des entreprises de Belgique (FEB) déplore l'échec des négociations relatives à la modification de la convention préventive de la double imposition conclue avec la France. Elle juge la situation sur le terrain intenable : le développement des entreprises est paralysé, le marché du travail subit de graves tensions et les activités risquent de se délocaliser vers les zones frontalières des pays voisins.

Quelles sont votre analyse et votre stratégie en la matière ?

11.02 **Hervé Jamar**, secrétaire d'État (*en français*) : Nous sommes conscients de ces problèmes, dus essentiellement au régime frontalier prévu par l'actuelle convention franco-belge et à la forte différence de niveaux d'imposition entre la France et la Belgique.

Le ministre des Finances et moi-même sommes personnellement favorables à une diminution de l'impôt belge des personnes physiques applicable en particulier aux bas revenus.

En attendant, nous estimons que la solution passe par une révision de la convention et par la suppression de l'actuel régime frontalier. Deux rencontres entre les représentants des administrations fiscales belge et française en décembre 2006 et février 2007 n'ont toutefois pas permis d'aboutir à un accord.

Il est toutefois prématuré de parler d'échec des négociations.

11.03 **Benoît Drèze** (cdH) : À ce stade, les négociations ont échoué ! Cependant, je suis heureux de constater que vous travaillez à une solution.

11.04 **Hervé Jamar**, secrétaire d'État (*en français*) : En huit ans, le ministre Reynders a eu sept interlocuteurs dans ce dossier. Des retards sont inévitables.

L'incident est clos.

Le **président** : Nous en arrivons à présent à la question n° 14282 de M. Servais Verherstraeten.

11.05 **Servais Verherstraeten** (CD&V) : Je suis disposé à transformer à nouveau en question écrite cette question, que j'avais déjà posée précédemment sous la forme d'une question écrite, à condition que le ministre me communique le texte de sa réponse.

Le **président** : La question n° 14.282 de M. Servais Verherstraeten est transformée en question écrite.

L'incident est clos.

12 Question de M. Servais Verherstraeten au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les projets de la Régie des Bâtiments à l'arrêt ou accusant un retard" (n° 14283)

12.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Pour éviter de graves déficits budgétaires, certains investissements ont été reportés.

Le secrétaire d'État peut-il donner un aperçu des projets de la Régie des Bâtiments à l'arrêt ou retardés et en expliquer les raisons ?

12.02 Hervé Jama, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Les travaux de rénovation du centre administratif de Diest sont à l'arrêt depuis quelque temps déjà à défaut de moyens. La vente de Fedimmo I rapporte 60 millions d'euros à la Régie. Celle-ci inscrira ces travaux à la liste des travaux urgents qui pourront être réalisés lorsqu'elle disposera de ces moyens.

Les travaux d'achèvement des archives du Royaume de Louvain ont également pris du retard à défaut de moyens. Ces travaux seront également réalisés grâce à la vente de biens immeubles. Les installations techniques nécessaires sont financées à l'aide de moyens d'investissement ordinaires pour 2007.

L'agrandissement du palais de justice d'Ypres est terminé. La Régie attend encore une réponse du SPF Justice pour l'installation téléphonique uniquement.

Le placement de filets de sécurité contre les projectiles à la prison d'Andenne a été refusé par l'Urbanisme. Un recours a été déposé dans l'intervalle. Le réaménagement de deux bâtiments de la justice de paix à Mons a pris du retard. Une étude relative au chauffage doit encore être finalisée. La rénovation du bâtiment de la justice de paix d'Enghien a pris du retard parce que les travaux d'électricité doivent encore être engagés. Ces travaux seront réalisés au cours du premier trimestre de 2007 à l'aide des moyens d'investissement ordinaires.

Les travaux au dernier étage de la Chancellerie au 16 rue de la Loi sont retardés étant donné que le sol doit d'abord être renforcé.

12.03 Servais Verherstraeten (CD&V) : Il s'agit d'un problème structurel. De nombreux travaux auraient dû être finalisés depuis longtemps. Il est douteux qu'ils soient effectués en 2007, eu égard à la préparation insuffisante, à la mauvaise budgétisation et aux décisions unilatérales prises dans le cadre du contrôle budgétaire.

En octobre, le gouvernement a décidé de procéder à des investissements supplémentaires dans l'établissement pour jeunes à Florennes, dans une institution à Herentals et dans des bâtiments destinés à héberger des internés à Merksplas. Or, les moyens nécessaires n'ont pas été inscrits au budget. S'ils sont quand même libérés, ce sera au détriment des dossiers en cours. Ce n'est pas un exemple de bonne administration.

L'incident est clos.

13 Question de M. Carl Devlies au secrétaire d'État à la Modernisation des Finances et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances sur "l'indépendance des médiateurs fiscaux" (n° 14329)

13.01 Carl Devlies (CD&V) : Selon le ministre, les recrutements pour le nouveau service de médiation fiscale devaient se faire en interne. Le Conseil d'État porte un regard très négatif sur ce nouveau service, estimant qu'on ne peut être à la fois juge et partie, ni médiateur et partie. Par ailleurs, les médiateurs fédéraux, nommés par le Parlement et non par le gouvernement, ont également une mission de médiation à assurer.

En dépit des critiques du Conseil d'État et des médias, le ministre continue à défendre le recours exclusif à des fonctionnaires fiscaux dans la composition du service de médiation. Il affirme que sinon, l'ensemble de

notre arsenal juridique devrait être revu.

Comment le ministre en est-il arrivé à cette idée ? Avec qui des négociations ont-elles été menées ? Qu'entend le ministre par une révision de notre arsenal juridique ? Quelles lois s'opposent à une composition mixte de ce service ? Qui traite à présent les plaintes au sein du SPF Finances ? Comment un service de médiation fiscale peut-il traiter des plaintes au moyen d'un rapport lorsque sa création est destinée à répondre à la complexité de la législation fiscale et à la nécessité de faire accepter la perception par les contribuables ?

13.02 **Hervé Jamar**, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Il appartient au service de médiation fiscale d'examiner les demandes de médiation en toute objectivité et indépendance. Plusieurs possibilités s'offraient pour assurer l'indépendance du service.

Le recrutement de collaborateurs externes nécessite soit de modifier différents arrêtés royaux concernant notamment le statut des agents de l'État et la procédure de sélection, soit d'y déroger.

C'est pourquoi il a été décidé de garantir l'indépendance du service en le faisant dépendre directement du président du SPF Finances. Le service essaie de concilier les points de vue des différentes parties en présence et d'expliquer la décision de l'administration. Vu la complexité de la loi, il arrive en effet que les citoyens ne comprennent pas les décisions administratives. L'intervention d'un tiers indépendant peut faire en sorte que le citoyen accepte plus facilement les décisions prises par l'administration. Pour le moment, un tel service existe déjà au niveau de la cellule de contact "recouvrement". Ce service est à présent étendu et se voit doté d'un fondement juridique.

(*En français*) Il y a une quinzaine de jours, nous en avons débattu avant le vote sur les dispositions diverses, pour aboutir au vote à l'unanimité moins deux abstentions. J'entends vos réserves, mais je conclus à un large consensus pour cette nouvelle institution du conciliateur fiscal.

13.03 **Carl Devlies** (CD&V) : Je plaide pour la création d'un Comité F au sein du Parlement. Celui-ci serait composé de membres impartiaux et indépendants et serait présidé par un magistrat. La moitié du personnel peut être extraite des rangs du SPF Finances, l'autre moitié peut provenir d'ailleurs. Ce Comité doit pouvoir bénéficier d'un large pouvoir d'investigation. Il doit également lui être accordé de pouvoir de se saisir d'initiative d'un dossier.

Une réforme est actuellement en cours, qui s'accompagne d'une série de mesures sur lesquelles aucun contrôle démocratique n'est exercé. Il est grand temps d'y remédier, et que l'administration exécute elle-même un certain nombre de tâches essentielles.

L'incident est clos.

14 **Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les divergences dans l'application de la loi entre le Service des décisions anticipées et l'Administration des impôts" (n° 14330)**

14.01 **Carl Devlies** (CD&V) : Le Service des décisions anticipées a estimé dans un ruling qu'il n'était pas lié par des circulaires mais uniquement par le texte de la loi. La création de ce service en dehors de l'administration et sous l'autorité directe du président du comité de direction soulève dès lors un problème d'égalité des contribuables face à l'impôt. Les contribuables suffisamment informés ou avec suffisamment d'argent passent devant la commission de ruling tandis que les autres se voient appliquer les circulaires moins favorables.

Comment le secrétaire d'Etat garantit-il l'égalité de tous les contribuables face à l'impôt ? Quelle attitude doivent adopter les fonctionnaires lorsque les circulaires sont contraires à une décision préalable ? Ne peut-on parler en l'occurrence d'administration parallèle ? Ne serait-il pas préférable de renforcer l'administration classique plutôt que de muter des fonctionnaires expérimentés vers des services spéciaux ? Le Service des décisions anticipées ne devrait-il pas plutôt être intégré au SPF Finances ?

14.02 **Hervé Jamar**, secrétaire d'Etat (*en néerlandais*) : Le Service des décisions anticipées ou SDA

dispose en effet d'une large autonomie et est dès lors en mesure de fonctionner rapidement et efficacement. Toutefois, lorsque dans le cadre d'une décision il doit être dérogé à une position adoptée précédemment par l'administration, contact est d'abord pris avec les services centraux.

Quoique les décisions préalables ne puissent, en principe, servir de précédents, elles fournissent un cadre dans lequel les contribuables peuvent contrôler leurs opérations. Sur le plan légal, tous les autres services du SPF Finances sont liés par les décisions du SPG, même lorsqu'elles dérogent aux circulaires. À l'époque où le SPG fonctionnait encore au sein de l'administration, un délai de 186 jours en moyenne était nécessaire pour parvenir à une décision. Aujourd'hui, ce délai n'est plus que de 96 jours. Par conséquent, je n'estime plus opportun d'héberger à nouveau le SPG au sein du SPF Finances.

14.03 Carl Devlies (CD&V) : Il s'agit donc vraiment d'une administration parallèle qui parvient, qui plus est, à s'attacher les services des meilleurs agents et est donc en mesure de travailler plus vite que les autres mais qui, de ce fait, hypothèque le fonctionnement du SPF Finances dans son ensemble. Conclusion : cette situation va à l'encontre du principe de l'égalité de taxation de tous les contribuables.

14.04 Hervé Jamar, secrétaire d'État (en français) : Je constate que M. Devlies souhaite supprimer le médiateur, le *ruling* et le report illimité. La création d'un nouveau service comporte toujours des risques. Une période de rodage n'est pas à exclure. Il convient toutefois de prendre ses responsabilités lorsque l'on critique une instance qui travaille correctement !

14.05 Carl Devlies (CD&V) : Il faut apporter un rectificatif à la déclaration gouvernementale. Une administration intégrée permettant globalement d'enregistrer de bons résultats est préférable à un système où coexistent une administration élitiste et une administration ordinaire.

L'incident est clos.

15 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la réduction fiscale pour les filtres à particules" (n° 14331)

15.01 Carl Devlies (CD&V) : L'an dernier, l'Agence flamande de l'environnement (VMM) a relevé des concentrations de particules dans l'air plus élevées que l'année précédente. Les principaux coupables sont les chaudières à mazout et les moteurs diesel.

À partir de cette année, le gouvernement accorde une réduction de la taxe pour les voitures diesel équipées d'un filtre à particules et dont les émissions de CO₂ sont inférieures à 130 grammes par kilomètre. Cette mesure va moins loin que notre propre proposition de loi, qui accordait une réduction de la taxe pour tous les véhicules diesel à faible émission de particules polluantes.

Aux Pays-Bas, l'acquisition d'une voiture équipée d'un filtre à particules donne droit à une réduction nettement plus sensible de la taxe. De plus, chez nous, la condition supplémentaire selon laquelle les émissions de CO₂ ne peuvent dépasser 130 grammes par kilomètre fait en sorte que seules les petites voitures sont concernées.

Pourquoi la réduction de la taxe accordée pour le filtre à particules est-elle liée à une limitation des émissions de CO₂ ? Ne devrait-on pas surtout favoriser l'installation de filtres à particules sur les grosses voitures diesel ? Combien de voitures sont-elles susceptibles de bénéficier de cette réduction de la taxe en 2007 ?

15.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (en néerlandais) : Le gouvernement a introduit une réduction de la taxe pour les voitures rejetant peu de CO₂ et pour les nouvelles voitures diesel équipées d'un filtre à particules.

Ces mesures procèdent toutes deux de notre volonté d'axer davantage la fiscalité sur la protection de l'environnement. Ceci dit, la réduction des émissions de particules est davantage une mesure en faveur de la santé publique, tandis que la limitation des émissions de CO₂ vise à lutter contre l'effet de serre.

L'avantage fiscal pour les filtres à particules ne vaut que pour les véhicules à faibles émissions de CO₂, étant donné que le gouvernement, eu égard à l'étroitesse des marges budgétaires, a surtout voulu encourager

l'installation de filtres à particules sur les petites voitures.

Sur les nouvelles voitures à moteur diesel, le filtre à particules fait d'ailleurs souvent déjà partie de l'équipement standard des grosses cylindrées, alors qu'il est en option sur les petits modèles. L'impact sur le prix de vente est donc plus important pour les petits modèles.

15.03 Carl Devlies (CD&V) : Le secrétaire d'État a beau avancer que le filtre à particules fait souvent partie de l'équipement standard des grosses voitures à moteur diesel, il ne dispose pas de chiffres pour corroborer ses propos. Et même si c'est exact, les grosses cylindrées sont de plus grandes pollueuses, et il faudrait tout mettre en œuvre pour réduire leurs émissions. La mesure actuelle relève davantage d'une tentative de se créer une image de marque verte que d'une véritable politique de protection de l'environnement.

L'incident est clos.

16 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la vente et la prise en location de propriétés de l'État belge" (n° 14335)

16.01 Carl Devlies (CD&V) : Le gouvernement vend ses propriétés par le biais de l'opération Fedimmo. Fedimmo 1 est déjà finalisée et Fedimmo 2 est en préparation. Le gouvernement compte-t-il intégrer la vente de prisons dans ces opérations ? Les prisons de Louvain en feront-elles partie ?

16.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : La prison de Louvain n'est pas incluse dans la première sélection approuvée par le Conseil des ministres du 19 janvier 2007.

16.03 Carl Devlies (CD&V) : Nous savons à présent que la prison de Louvain ne sera pas incluse dans l'opération Fedimmo 2 mais le ministre Reynders a annoncé que d'autres opérations suivront. Projette-t-on de vendre des prisons et qu'advient-il éventuellement par la suite des prisons de Louvain ?

16.04 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : Tout à l'heure, j'ai expliqué globalement – à propos de l'IRM – la procédure retenue, à savoir qu'il y a une présélection, puis le travail des experts qui se terminera par des intercabinets et une décision du Conseil des ministres, qui déterminera les immeubles qui feront effectivement l'objet de Fedimmo 2. La prison de Louvain ne se trouve même pas dans la première liste.

16.05 Carl Devlies (CD&V) : Le secrétaire d'État ne nie pas que les prisons peuvent être vendues dans le cadre d'une opération future.

16.06 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : Le dossier est à l'instruction.

16.07 Carl Devlies (CD&V) : Il n'est donc pas exclu que les prisons soient encore vendues. Je ne suis dès lors pas rassuré.

L'incident est clos.

17 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'application de l'exonération de l'impôt des sociétés sur les subsides en capital et en intérêts (art. 193bis CIR)" (n° 14336)

17.01 Carl Devlies (CD&V) : En vertu de l'article 193bis du CIR, les subsides en capital et en intérêts octroyés par les Régions à des entreprises pour acquérir des immobilisations corporelles ou incorporelles sont exonérés de l'impôt des sociétés. « L'aide flamande à la croissance » tombe sous l'application de cette mesure.

Selon la législation flamande, « ces investissements peuvent également être réalisés par une société de patrimoine appartenant au même groupe que l'entreprise demandeuse ». Il est donc possible que la société de patrimoine réalise les investissements et qu'elle loue ensuite le bâtiment à la société, qui reversera ensuite le subside à la société de patrimoine.

Le fisc reconnaîtra-t-il dans ce cas le caractère non imposable de l'aide dans le cadre de la société de patrimoine ? Prendra-t-il en compte, pour l'entrée en vigueur de l'exonération, la période imposable pendant laquelle il a été procédé à la signification dans le chef de l'entreprise demandeuse ou de la société de patrimoine ?

17.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : L'article 193bis du CIR s'applique à l'entreprise qui a droit au subside en capital ou en intérêts octroyé par la Région. Mes services n'ont hélas pas encore eu le temps d'étudier dans le détail toutes ses conséquences fiscales. Je leur ai demandé d'examiner les effets de l'arrêté du gouvernement flamand du 10 octobre 2003 dans le cadre de l'article 193bis du CIR. Je communiquerai les réponses à M. Devlies dès que je les aurai reçues.

17.03 Carl Devlies (CD&V) : C'est urgent, car les entreprises sont en train d'établir leurs comptes annuels. Dans quel délai le secrétaire d'État pense-t-il pouvoir me répondre ?

17.04 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : Je ne peux pas avancer de date.

17.05 Carl Devlies (CD&V) : Je comprends que le secrétaire d'État ne puisse pas me répondre immédiatement, mais il devrait quand même être en mesure de me fournir une réponse dans les deux semaines.

17.06 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : Mes réponses seraient plus fournies si les questions n'étaient pas déposées au tout dernier moment.

17.07 Carl Devlies (CD&V) : Nous posons nos questions conformément au Règlement de la Chambre. Je déciderai moi-même du calendrier : dans deux semaines, je reposerai cette question. Le secrétaire d'État est dès lors averti et dispose du temps nécessaire pour se préparer.

L'incident est clos.

Le **président** : Les questions n° 14231 et 14350 de M. Bogaert ainsi que la question n° 14306 de M. Van den Eynde sont caduques, étant donné que ces membres ne se sont pas excusés.

18 Question de M. Claude Marinower au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'entretien du nouveau palais de justice d'Anvers" (n° 14207)

18.01 Claude Marinower (VLD) : Le nouveau palais de justice d'Anvers a été mis en service il y a un peu plus d'un an, ce qui constituait un réel progrès. Entre-temps, plusieurs manquements ont été constatés. Il est déconseillé d'utiliser l'escalier d'entrée par temps de gel, le passage des laveurs de vitres a provoqué des dégâts qui n'ont pas encore été réparés, certaines portes d'accès posent des problèmes et l'éclairage du bâtiment est sujet à discorde. Le complexe de cellules du bâtiment a également déjà été inondé.

Quelle est la situation concernant la réception du complexe ? Les vices mentionnés ont-ils été signalés ? Comment l'entretien et les réparations sont-ils réglés ? Quel est le rôle de la Régie des Bâtiments et de Justinvest ? Quelle est l'évaluation des frais d'entretien annuels ? Quels sont les frais d'entretien réels ? Quels sont les frais pour l'éclairage le soir ? Le portail peut-il être éclairé ? Un budget est-il prévu pour l'entretien et qui le gère ?

18.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : La réception définitive est prévue pour le 28 octobre 2007. La Régie des Bâtiments a vérifié il y a peu dans quelle mesure il a été donné suite aux observations faites lors de la réception provisoire en décembre 2005.

Les manquements signalés n'ont rien à voir avec la procédure de réception. Le problème des escaliers est connu et le concepteur est à la recherche d'une solution plus durable que celle qui consiste à répandre du sel. Le problème de la porte d'accès est également examiné par le concepteur. Les travaux de réparation suivront. Pour ce qui est de l'étanchéité du toit, il s'agit de la garantie décennale. Les dégâts dans les jardins intérieurs relèvent des assurances. En ce qui concerne l'éclairage de nuit, tous les travaux ont été menés à bien et il s'agit donc encore seulement de déterminer qui doit payer la facture d'électricité. Le SPF Justice

estime à juste titre qu'il n'a pas à assumer seul tous les coûts.

L'entretien jusqu'à la réception définitive est en grande partie compris dans les offres des différents entrepreneurs. Ensuite, il faudra conclure des contrats d'entretien. La Régie des Bâtiments lancera une procédure d'adjudication dans le courant du deuxième trimestre de 2007.

Dans la phase de réception, les petites réparations doivent être supportées par les divers partenaires de la construction. Après la réception, il appartient au propriétaire de veiller à l'entretien incombant au propriétaire et au service qui occupe les lieux à celui incombant au locataire.

La fréquence des entretiens sera mentionnée dans les cahiers des charges pour les contrats d'entretien.

Aucune adjudication n'ayant encore eu lieu pour l'entretien, nous n'avons pas encore une idée précise des frais d'entretien totaux. Nous les estimons à 1,3 million d'euros.

L'éclairage de nuit est prêt mais n'est allumé que sporadiquement étant donné que l'on ignore encore qui doit payer la facture. Faire fonctionner l'éclairage du toit une année durant huit heures par nuit coûte 5500 euros. Eclairer aussi d'autres parties du bâtiment coûte donc encore beaucoup plus cher. Le SPF Justice ne veut pas supporter seul ce coût et cherche des sponsors.

18.03 Claude Marinower (VLD) : La recherche de sponsors pourrait encore s'avérer comique. Il me revient aussi qu'il y a encore des discussions sur la question de savoir qui doit payer certaines factures. Cela donnera probablement lieu à d'autres questions parlementaires.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 12 h 23.

De vergadering wordt geopend om 10.10 uur en voorgezeten door de heer Luk Van Biesen.

01 Vraag van de heer Jacques Chabot aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de voordelen in natura in de vorm van onroerend goed in het licht van de btw en de interpretatie van de administratie ter zake" (nr. 14222)

01.01 Jacques Chabot (PS): Overeenkomstig artikel 19, § 2 van het btw-Wetboek kunnen voordelen in natura, zoals het gratis ter beschikking stellen van voertuigen voor het personeel, belast worden. Bij de programmawet van 27 december 2006 werd het woord roerend in die bepaling ingevoegd. Daarmee werd een eind gemaakt aan een vroegere problematiek: enerzijds heeft de wetgever het gebruik van onroerende goederen uit het toepassingsgebied van artikel 19 gelicht, en anderzijds heeft hij de vrijstelling voor het gebruik van onroerende goederen onder de voorwaarden zoals bedoeld in artikel 19 geschrapt in artikel 44 van het btw-Wetboek.

Volgens sommige auteurs, onder wie mr. Baltus, is de kwestie daarmee evenwel niet geregeld, en geldt het recht op aftrek van de belasting onverminderd krachtens de communautaire rechtsregels. Dat wordt zowel door de rechtsleer als door de rechtspraak gestaafd.

Wat is het standpunt van uw departement over dat recht op aftrek van de btw? Hoe interpreteert de administratie dit alles in het licht van de arresten-Backsi, -Seeling en -Charles van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen? Wordt dat aspect van de programmawet van 27 december 2006 herzien of gecorrigeerd? Zo ja, in welke zin, en wanneer?

01.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Frans): Bedoeling van de wijziging van artikel 19 van het Wetboek is te zorgen voor fiscale neutraliteit en een btw-plichtige die een gebouw gebruikt voor andere doeleinden dan deze van zijn economische activiteit, op dezelfde manier te behandelen als een btw-plichtige die datzelfde gebouw gebruikt voor onroerende verhuur.

Ik vestig uw aandacht erop dat, overeenkomstig een vaste rechtspraak van het Hof van Justitie, voor het recht op aftrek een rechtstreekse en onmiddellijke samenhang vereist is tussen de goederen en de diensten

verstrekt aan de belastingplichtige en de belaste handelingen. Dat is voortaan niet langer het geval. Bovendien en in tegenstelling tot de toestanden en de wetgeving waarop de door u aangehaalde arresten betrekking hebben, kent ons land een regeling tot herziening van de aftrek, waardoor de aanvankelijke aftrek kan worden geregulariseerd wanneer zich wijzigingen voordoen in de verhouding tussen het economisch en het privégebruik. Hierbij moet worden verwezen naar het koninklijk besluit nr. 3 van 10 december 1969. De voorgestelde wijziging ligt overigens in de lijn van de Europese arresten, waarin erop wordt gewezen dat het noodzakelijk is de aanvankelijke aftrek te beperken tot het gedeelte dat voor beroepsdoeleinden wordt gebruikt. Het ligt dus niet in onze bedoeling de nieuwe tekst te herzien.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Roel Deseyn aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het gerechtsgebouw van Kortrijk" (nr. 14249)

02.01 Roel Deseyn (CD&V): Het is hoog tijd dat er werk gemaakt wordt van het renovatiedossier van het gerechtsgebouw van Kortrijk. Reeds in 2001 werden bij de noodzakelijke asbestverwijdering plafonds, vloeren en muren opengebroken en sindsdien werkt het personeel op een bouwwerf. Er werd nochtans reeds een renovatiedossier geopend en een studie gemaakt, maar blijkbaar is er geen geld beschikbaar.

Waarom werden de verfraaiingswerken niet uitgevoerd in 2006? Is in 2007 wel in een budget voorzien? Vindt de minister de renovatie noodzakelijk en dringend? Zullen de geplande bepleisteringswerken niet nutteloos zijn wanneer het gebouw uiteindelijk toch volledig gerenoveerd moet worden?

02.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Nederlands): Er werd in 2006 overlegd met de betrokken dienst om vast te stellen welke werken prioritair waren. De aanbesteding zal in de loop van 2007 uitgeschreven worden. Het is budgettair onmogelijk om de volledige renovatie nog in 2007 te doen. Gelet op de hoge kostprijs zal er gezocht worden naar een privaat-publieke samenwerking of een alternatieve financiering. Ondertussen zal de huidige situatie in de mate van het mogelijke verbeterd worden met een minimum aan uitgaven.

De geplande verfraaiingswerken zullen het comfort niet fundamenteel verbeteren. Het gaat om herstellingswerken na de asbestverwijdering in afwachting van een grondige renovatie. Ik wijs er tot slot op dat een groot deel van de gerechtelijke diensten al enkele jaren hedendaags werkcomfort geniet in het nieuwe gerechtsgebouw.

02.03 Roel Deseyn (CD&V): Het gaat dus slechts om beperkte opklapwerken en de mensen hebben voor niets gewacht. Er wordt duidelijk geen rekening gehouden met de oorspronkelijke plannen en aanbestedingen die dateren van februari 2004. Het beleid van de Regie der Gebouwen vertoont hier weinig continuïteit.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Jacques Chabot aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het belasten als een voordeel in natura van het gebruik van een wagen door bepaalde ambtenaren en chauffeurs van politieke mandatarissen" (nr. 14284)

03.01 Jacques Chabot (PS): Naar verluidt geeft de belasting op een voordeel in natura aanleiding tot uiteenlopende interpretaties. Wat gebeurt er op fiscaal vlak als een chauffeur een politiek mandataris met een dienstvoertuig aan huis oppikt en later terugbrengt? En als dat met een privéwagen gebeurt? Sommige mandatarissen geven er de voorkeur aan dat hun chauffeur de dienstwagen 's avonds bij hem thuis stalt voor onderhoud of herstelling. Welke fiscale gevolgen zijn daaraan verbonden? Een andere mogelijkheid is dat een ambtenaar van wacht is en af en toe met de dienstwagen naar huis rijdt. Welk regime is dan van toepassing? Zullen er ter zake richtlijnen worden uitgevaardigd? Is uw departement zinnens om de administratieve omzendbrief over dat thema te verduidelijken?

03.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Frans): In een advies bij een richtlijn van 31 mei 2000 staat dat indien de chauffeurs van titularissen van een openbaar ambt, functie of mandaat het dienstvoertuig niet voor hun persoonlijke verplaatsingen gebruiken, er voor hen geen belastbaar voordeel moet worden afgehouden. Dat

geldt ook voor de verplaatsingen tussen hun woonplaats en de plaats waar ze de betrokken titularissen ophalen en weer afzetten, aangezien die verplaatsingen verband houden met de uitoefening van hun functie. Dat advies werd naar de federale, communautaire, gewestelijke en lokale overheden verzonden die voertuigen ter beschikking stellen.

Wat uw tweede vraag betreft, voor zover het voertuig door de werknemer voor persoonlijke doeleinden wordt gebruikt, geldt de minimumafstand van 5.000 km zoals bepaald in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992. Er is evenwel bepaald dat het toevallige gebruik van een voertuig van de werkgever door de werknemer voor een korte verplaatsing een vrijgesteld sociaal voordeel is. Een omzendbrief van 5 februari 2004 maakt het mogelijk om in uitzonderlijke gevallen van die evaluatiemethode af te wijken.

De administratie werkt momenteel aan een aanvullende omzendbrief inzake de voordelen in natura voor de terbeschikkingstelling van voertuigen.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Roel Deseyn aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het gerechtsgebouw van Ieper" (nr. 14300)

04.01 Roel Deseyn (CD&V): De renovatie van het Ieperse gerechtsgebouw sleept al aan sinds 1998. In het najaar van 2005 was het gebouw eindelijk klaar, maar het is nog steeds niet in gebruik wegens een dispuut inzake de telecommunicatie. De Ministerraad heeft beslist dat de Regie der Gebouwen de telecommunicatiekosten – 207.000 euro – zal prefinancieren. De FOD Justitie zou het bedrag dan terugbetalen. Eind vorig jaar zei de minister dat de nieuwe vleugel op die manier tegen het bouwverlof van 2007 in gebruik zou kunnen worden genomen.

Wat is de stand van zaken? Wanneer wordt het gebouw in gebruik genomen? Zijn de nodige bedragen opgenomen in de begroting 2007 van de Regie? Is er een aanbesteding gebeurd? Wat is de planning? Kan de minister zijn belofte houden? Is er een akkoord met Justitie inzake de terugbetaling van de kosten? Daarover blijkt binnen de regering onenigheid te zijn.

04.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Nederlands): De Inspectie van Financiën, Justitie en de Regie der Gebouwen werden geïnterpelleerd inzake de betaling. De Inspectie van Financiën bevestigde dat de bezettende dienst in gehuurde gebouwen moet instaan voor de kosten van de actieve telefoonapparatuur. De Regie der Gebouwen betaalt de bekabeling. De kosten moeten op dezelfde manier worden verdeeld in alle gebouwen die eigendom zijn van de Staat.

De aanbesteding is al gebeurd. Zonder het akkoord van de Inspectie van Financiën kan de Regie de uitgaven niet in de begroting opnemen. Zij kan wel prefinancieren, maar dan moet de FOD Justitie schriftelijk bevestigen dat men de kosten later wil terugbetalen. Die bevestiging is er nog niet. Pas dan kan de prefinanciering vastgesteld worden en kunnen de werken besteld worden. Is de bevestiging er dus binnen afzienbare tijd, dan kan het bijgebouw nog tegen het bouwverlof van 2007 in gebruik worden genomen.

04.03 Roel Deseyn (CD&V): Ik zal de minister van Justitie vragen waarom het schriftelijke akkoord er nog niet is. Ik hoop dat de FOD hier snel werk van maakt en dat de staatssecretaris met zijn collega van Justitie praat. Het is alvast goed dat de Regie wil prefinancieren.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen en interpellaties wordt geschorst van 10.36 uur tot 10.41 uur.

05 Vraag van de heer Jean-Marc Delizée aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de verkoop van het Geofysisch Centrum te Dourbes" (nr. 14214)

05.01 Jean-Marc Delizée (PS): In deze commissie werd al een vraag gesteld over Fedimmo II en meer bepaald over een lijst van onroerende goederen die eigendom zijn van de Staat en die voor een verkoop in aanmerking komen. Het verbaast mij dat op die lijst twee sites staan van instellingen die zich bezighouden

met wetenschappelijk onderzoek: het patrimonium van het KMI in Ukkel en het Centrum voor Geofysica in Dourbes (Viroinval), een wereldvermaard wetenschappelijk centrum dat onder het KMI ressorteert.

Dat centrum verricht al vijftig jaar lang hoogwaardige wetenschappelijke activiteiten. Het centrum en het KMI doen aan onderzoek over de klimaatverandering en houden zich bezig met geofysica. Voor dergelijke studies zijn langdurige waarnemingen in een stabiele omgeving vereist. De locatie van dat centrum in Dourbes werd trouwens zorgvuldig uitgekozen omdat er daar geen magnetische storingen zijn of de omgevingsfactoren er geen roet in het eten gooien. Die waarnemingen zijn uniek in België en zelfs in Europa.

Het feit dat die beide wetenschappelijke kroonjuwelen van ons land te koop worden aangeboden, doet vragen rijzen over het voortbestaan van hun activiteiten. Bovendien heeft de directeur van het KMI een en ander via de pers moeten vernemen!

Het onderzoek naar het aardmagnetisme dat er wordt gevoerd, is erg gespecialiseerd en kent talrijke toepassingen. Het centrum van Dourbes ligt op een site van 52 hectaren waarvan ongeveer 9.000 m² is bebouwd. De drie belangrijkste voorwerpen van onderzoek van het centrum zijn: aardmagnetische waarnemingen en instrumenten, omgevingsmagnetisme en ionosferische profielen. De overheid zal geen andere, gelijkwaardige site vinden die vrij is van magnetische en omgevingsstoringen.

De aangekondigde verkoop van die twee instellingen heeft enige ongerustheid veroorzaakt bij het personeel. In welke timing en procedure voorziet de operatie Fedimmo? Zal er in 2007 tot een verkoop en onmiddellijke wederinhuring van de gebouwen worden overgegaan? Wat zijn de aard en de looptijd van het huurcontract indien de verkoop plaatsvindt? Bestaat het risico dat de activiteiten worden gedelokaliseerd? Als de site privébezit wordt, vreest het personeel dat de onderzoeksactiviteit zal worden verstoord. Kan de regering ter zake waarborgen bieden? Zal men met de directie van het KMI overleggen? Werd er een bestek vastgelegd? Al kan ik begrijpen dat de overheid het financieel mechanisme van de operatie Fedimmo toepast om haar begroting in evenwicht te brengen, ik ben bezorgd omdat de betrokken sites befaamde wetenschappelijke instellingen herbergen die noodzakelijk werk verrichten.

Op grond van welke criteria heeft de regering beslist die twee sites op de lijst te plaatsen van gebouwen die de overheid wil verkopen? Zal de regering een deel van de opbrengst van de verkoop uittrekken voor het KMI en voor wetenschappelijk onderzoek? Heeft u al enig idee van de waarde van die goederen?

Ik wil u er tevens op wijzen dat beide sites op het gewestplan ingekleurd staan als zone voor openbaar nut.

Met het personeel en de directie van het KMI werd geen overleg gepleegd, wat eveneens vragen doet rijzen. Welke filosofie huldigen de minister en de Regie der Gebouwen wat het informeren van de betrokken departementen betreft?

05.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Frans*): Ik bevestig dat er zoiets bestaat als een dossier-Fedimo II. Conform de beslissing die genomen werd op het begrotingsconclaf van 17 oktober 2006 zijn er plannen voor een nieuwe operatie voor de valorisatie van het vastgoedpatrimonium van de Staat. De vastgoedportefeuille moet nog vastgelegd, aan een expertise onderworpen en geschat worden. De Regie der Gebouwen wil zich daarbij laten bijstaan door juridische vastgoedconsultants, die de Staat bij die operatie van advies zullen dienen. Op 19 januari jongleden keurde de Ministerraad een eerste selectie van onroerende goederen goed. De gebouwen die uiteindelijk in het kader van deze operatie verkocht zullen worden, zullen uit die eerste lijst geselecteerd worden.

Bij het bepalen van de definitieve lijst zal rekening gehouden worden met de inbreng van de gebouwen in de op te richten vennootschap en met de behoeften van de gebruikers met het oog op de huur. Voor de goederen op de lijst vervreemd zullen worden, zal de lijst ook worden voorgelegd aan een interkabinettenwerkgroep.

Ik stel voor dat uw vraag bij het dossier wordt gevoegd, zodat met uw argumenten rekening kan worden gehouden. We zullen de evolutie van het dossier aandachtig moeten volgen, maar in dit stadium kan ik u niet meer zeggen.

05.03 **Jean-Marc Delizée** (PS): De bedoeling van mijn vraag was inderdaad de aandacht van de regering te vestigen op de zeer specifieke aard van die twee instellingen.

Ik vermoed dat minister Verwilghen, die bevoegd is voor Wetenschapsbeleid, op de hoogte werd gebracht. Ik zal hem een specifieke vraag stellen, want de activiteiten van het centrum van Dourbes kunnen niet zomaar

naar elders worden overgebracht. Bovendien gaat het ook om zeer specifieke gebouwen, zodat de eigenaar niet zomaar werken kan uitvoeren.

Ik begrijp dat het financieel evenwicht van de Staat van belang is, maar het mag niet ten koste gaan van twee essentiële wetenschappelijke instellingen.

Ik zal die argumenten aan minister Verwilghen voorleggen. Ik denk dat u minister Reynders, die zowel voor Financiën als voor de Regie der Gebouwen bevoegd is, hiervoor zal kunnen sensibiliseren.

Bovendien is het niet zeker dat projectontwikkelaars belangstelling zullen hebben voor dat soort gebouwen.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Magda De Meyer aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de maandelijkse Intrastataangiften en de vermelding van goederencodes op facturen" (nr. 14260)

06.01 Magda De Meyer (sp.a-spirit): De Intrastataangifte is de wettelijk verplichte aangifte van de goederenbewegingen tussen België en de andere Europese lidstaten. Op basis van deze aangifte worden maandelijkse statistieken opgemaakt die door alle geïnteresseerde partijen gebruikt kunnen worden. De Intrastataangifte is gebaseerd op goederencodes. Heel wat bedrijven uit de nieuwe EU-landen vermelden echter geen goederencodes op hun facturen, waardoor de Belgische bedrijven tijdrovend opzoekwerk moeten verrichten vooraleer de Intrastataangifte kan worden ingevuld. Het verplicht maken van de vermelding van goederencodes op uitgaande facturen zou dus een administratieve verlichting inhouden voor onze bedrijven en zou de kwaliteit van het statistische materiaal aanzienlijk verbeteren.

Bij een eerdere vraag ging minister Verwilghen akkoord met dit standpunt. Is de staatssecretaris ook op de hoogte van deze problematiek? Werd de kwestie reeds besproken met de andere Europese ministers?

06.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Nederlands): De huidige btw-regelgeving voorziet niet in de verplichte vermelding van de goederencodes op de verkoopfacturen. Het staat de klant echter vrij om deze voorwaarde te bedingen bij de leveranciers. Momenteel worden de goederencodes slechts in een beperkt aantal gevallen vermeld. Wanneer deze verplichting veralgemeend zou worden, houdt dat een administratieve verzwarende in waar geen economisch voordeel tegenover staat. Daarbij werden de goederencodes niet opgenomen in de lijst van verplichte factuurvermeldingen zoals bepaald in de Europese richtlijn 2001/115 EG.

06.03 Magda De Meyer (sp.a-spirit): Ik betreur dit antwoord, dat trouwens in tegenspraak is met het antwoord van minister Verwilghen. Een overleg tussen beide excellenties lijkt aangewezen.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van mevrouw Karine Lalieux aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de solidariteitsbijdrage op vliegtuigtickets" (nr. 14149)

07.01 Karine Lalieux (PS): Ik heb deze vraag twee weken geleden aan minister De Decker gesteld, die mij geen bevredigend antwoord heeft kunnen geven, en mij heeft aangeraden mij te wenden tot minister Reynders.

In 2006 zijn er bijna twintig miljoen passagiers op onze vliegvelden geteld. Dit cijfer geeft ons een idee van de bedragen die wij voor ontwikkelingssamenwerking hadden kunnen inzamelen als ons land, naar het voorbeeld van Frankrijk, een solidariteitsbijdrage op de vliegtuigtickets had ingevoerd.

De regering investeert op juiste wijze in ontwikkelingssamenwerking en zal de doelstelling van 0,7 % halen. Maar toch is dit niet genoeg. Als het voorstel voor de bijdrage per vliegtuigticket zou zijn aangenomen, zou er nu bijna twintig miljoen euro kunnen worden besteed aan de strijd tegen pandemieën, met name aids.

Heeft België zijn standpunt met betrekking tot deze bijdrage gewijzigd, zal het zijn standpunt wijzigen of denkt het eraan het te wijzigen? Wat is het standpunt van de Belgische regering in het kader van de ontmoetingen, fora en studiegroepen over deze kwestie?

07.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Frans): Ik verwijs naar het antwoord dat de heer De Decker u heeft gegeven in de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen.

België is zich ervan bewust dat de ontwikkelingslanden meer middelen nodig hebben om de millenniumdoelstellingen waar te maken. Twee opties dienen zich aan: een verhoging van de officiële hulp in het kader van de begroting enerzijds, en het vrijmaken van nieuwe middelen door alternatieve mechanismen anderzijds. De regering geeft voorrang aan de eerste optie. De vooropgestelde 0,7 procent officiële hulp in 2010 veronderstelt een aanzienlijke toename van de middelen die in de ontwikkeling worden geïnvesteerd. Als alle andere rijke landen dat voorbeeld volgden, zou er niet meer over alternatieve financiering moeten worden gesproken. Men moet er tevens op toezien dat die mechanismen niet als voorwendsel worden aangevoerd om de doelstelling van 0,7 procent niet te halen.

Wat de solidariteitstaks op vliegtuigtickets betreft, is onze mening onveranderd. De minister verkiest een systeem van vrijwillige bijdragen en een gecoördineerde actie op Europees niveau. Net als de meeste Europese landen heeft België echter nog geen definitieve beslissing genomen.

07.03 Karine Lalieux (PS): De twee mechanismen sluiten elkaar niet uit. Als we de millenniumdoelstellingen willen halen, zal de norm van 0,7 procent van het bbp die aan ontwikkelingshulp dient te worden besteed, niet volstaan.

Ons voorstel heeft geen enkele invloed op de begroting, noch op het luchtvervoer. Wat de vrijwillige bijdrage betreft, wil ik er nog aan toevoegen dat we niet aan liefdadigheid moeten doen, maar middelen moeten inzamelen om concrete problemen het hoofd te bieden.

Ik ben erg teleurgesteld en stel vast dat de regering nog steeds geen gemeenschappelijk standpunt heeft ingenomen.

De **voorzitter**: Vraag nr. 14152 van mevrouw Karine Lalieux wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

Het incident is gesloten.

08 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Sabien Lahaye-Battheu** aan de **vice-eersteminister en minister van Financiën** over "het gebouw van de FOD Financiën te Poperinge" (nr. 14276)

- mevrouw **Sabien Lahaye-Battheu** aan de **vice-eersteminister en minister van Financiën** over "het behoud van de diensten van de FOD Financiën in Poperinge" (nr. 14277)

08.01 Sabien Lahaye-Battheu (VLD): De Regie der Gebouwen is eigenaar van het gebouw waarin in Poperinge de diensten van de FOD Financiën zijn ondergebracht. De Post is eigenaar van de gelijkvloerse verdieping van het gebouw. De voorbije jaren was er meermaals sprake van het gebouw en de parking en groenzone op te knappen, maar er werden blijkbaar nooit de nodige middelen voor gevonden. Voor dit jaar worden wel nieuwe meubels beloofd.

In tegenstelling tot het gros van de overheidsgebouwen in West-Vlaanderen werd dit gebouw niet verkocht. Bestaan er plannen om dit alsnog te doen binnen een volgende vastgoedbevakoperatie? Wanneer zal het gebouw eindelijk kunnen worden opgeknapt?

08.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Nederlands): Het gebouw staat niet op de ontwerplijst van de voor binnenkort geplande Fedimmo 2-operatie. De federale overheid blijft dus eigenaar.

Het renovatiedossier wordt binnenkort aanbesteed. De kosten voor de werken worden geraamd op 650.000 euro inclusief btw. Het dossier voor de parking is klaar. De Post moet een deel van de kosten dragen, maar weigert dit alsnog. Dit betekent dat de werken aan de parking voorlopig niet kunnen worden uitgevoerd.

08.03 Sabien Lahaye-Battheu (VLD): Zal de aanbesteding nog in de loop van 2007 kunnen gebeuren?

08.04 Staatssecretaris Hervé Jamar (Nederlands): Het woord 'binnenkort' betekent voor mij dat dit inderdaad dit jaar mogelijk is.

08.05 Sabien Lahaye-Battheu (VLD): Ik zal met betrekking tot het probleem van de parking en de houding van De Post mijn licht opsteken bij de bevoegde minister.

De **voorzitter**: Mevrouw Lahaye-Battheu moet nog de tweede samengevoegde vraag stellen.

08.06 Sabien Lahaye-Battheu (VLD): Die vraag gaat over de tewerkstelling in het gebouw waarover ik het daarnet had. In juni 2006 antwoordde minister Reynders dat er zeker geen sprake was van de afschaffing van het kantoor van de FOD Financiën in Poperinge, meer zelfs: er werden plannen gekoesterd voor een nieuw contactcentrum.

Naar aanleiding van de betoging van de ambtenaren van Financiën enkele weken geleden werd er een brief verspreid waarin expliciet stond vermeld dat er voor Poperinge sprake is van een aanzienlijke vermindering van het aantal ambtenaren, waarbij de diensten van Douane en Accijnzen, van het Kadaster en van de Registratie zelfs integraal zouden verdwijnen.

Hoe spoort de onheilspellende inhoud van die brief met de stellige beloften die minister Reynders in juni 2006 in deze commissie heeft gedaan?

08.07 Staatssecretaris Hervé Jamar (Nederlands): In maart 2004 heeft de regering hier in de Kamer een overzicht gegeven van de locaties waar, in het kader van het Coperfinplan, in de toekomst de diensten van Financiën zullen worden georganiseerd. Poperinge figureert in dit overzicht op de lijst van de op te richten contactcentra, die frontdiensten voor particulieren en invorderingen moeten aanbieden. De uitvoering van dit plan is voorlopig nog niet aan de orde van de dag. Over de uitvoering ervan zal vanzelfsprekend voorafgaandelijk overleg worden gepleegd met alle betrokken besturen. Met andere woorden: in Poperinge blijven de diensten van de FOD Financiën georganiseerd zoals dit vandaag het geval is, met de bedoeling in de toekomst te evolueren naar een vollediger en meer gediversifieerde dienstverlening aan de bevolking.

08.08 Sabien Lahaye-Battheu (VLD): Dat is een geruststellend antwoord.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Marleen Govaerts aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de gecertificeerde opleidingen in de FOD Financiën" (nr. 14259)

09.01 Marleen Govaerts (Vlaams Belang): Ik had graag meer uitleg gekregen over de testen die de FOD Financiën onlangs heeft afgenomen. In belangrijke departementen is meer dan de helft van de deelnemers niet geslaagd voor het examen. Naar verluidt zou er een herkansing komen. Is dat correct en zal het nieuwe examen meer op kunde dan op kennis zijn gericht, zoals wordt gevraagd door een aantal deelnemers?

De personeelsdirecteur geeft toe dat de meerkeuzevragen niet altijd even duidelijk en correct waren opgesteld, maar de opleidingsverantwoordelijke van de FOD Financiën ontkent dat. Wie van beide heeft gelijk?

Zijn er bij de gebuisden ook universitairers? Is hierover al overlegd met de minister van Ambtenarenzaken? Zullen de mensen die slagen voor het nieuwe examen de premie met terugwerkende kracht ontvangen?

09.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Nederlands): In het gehele departement was 82 procent van de ambtenaren die deelnamen aan de in 2006 georganiseerde tests, geslaagd. Dat is dus iets heel anders dan de rampzalige resultaten waarover de pers nu bericht.

Bij de Taxatie Vennootschapsbelasting gaan de vermelde resultaten over de ambtenaren van niveau B. Dat de helft van de ambtenaren niet geslaagd zou zijn, is niet juist. Het slaagpercentage ligt boven de 60 procent: voor de financiële deskundigen bedraagt het 51 procent en voor de fiscale deskundigen 71 procent. Bij de Invordering BTW ligt het slaagpercentage op 42 procent, wat inderdaad erg laag is. Ik heb mijn administratie om een volledige analyse van de resultaten gevraagd.

De opleidingsverantwoordelijken zullen voortaan opleidingen organiseren om de slaagkansen van de ambtenaren bij de gecertificeerde opleidingen te verhogen.

Ik heb een schrijven gericht aan minister Dupont met de vraag om een herkansing voor de niet-geslaagde ambtenaren te overwegen.

09.03 Marleen Govaerts (Vlaams Belang): De kranten hebben dus overdreven? Waar rook is, is echter altijd vuur. Het is jammer dat de belastingplichtigen, die al vele redenen tot klagen hebben, nu ook zullen denken dat de controleurs niet weten wat ze doen.

Zijn er al concrete afspraken gemaakt met minister Dupont?

09.04 Staatssecretaris Hervé Jamar (Frans): Wij zijn een van de departementen waar het meest over gepraat wordt, waarschijnlijk omdat we het verst staan. Laten we deze certificeringen dan ook maar bij wijze van uitzondering hanteren. In december werd een aanzienlijk bedrag toegekend in het kader van de premies voor de geslaagde ambtenaren.

Het organiseren van een tweede test daar waar er zich problemen hebben voorgedaan brengt ons bij een uitzonderingsstelsel, waarvoor het akkoord van de regering is vereist.

Deze brief werd pas onlangs aan de minister gericht. Er vonden ontmoetingen plaats met de ministers Dupont en Reynders tijdens de betogingen, enkele weken geleden. De vakbonden volgen dit dossier van nabij en wij hopen op een spoedig antwoord.

09.05 Marleen Govaerts (Vlaams Belang): De herkansing en de premie komen er dus. De burger moet zijn vertrouwen in de fiscale ambtenaren kunnen behouden.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Benoît Drèze aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "de toepassing van de fiscale maatregelen van het IPA 2007-2008 in de non-profitsector, de openbare sector en de PWA's" (nr. 14327)

10.01 Benoît Drèze (cdH): Het centraal akkoord 2007-2008 heeft zowel op de profit- als op de non-profitsector betrekking. Het bevat onder meer fiscale maatregelen om de arbeidskosten te drukken, bijvoorbeeld een vermindering van de belasting op overuren die buiten de normale grenzen gepresteerd worden en waarvoor een wettelijk overloon verschuldigd is.

Bovendien voorziet dat akkoord in de niet-doorstorting door de werkgever van 25 procent van de bedrijfsvoorheffing van de aangegeven brutolonen voor inhouding van de persoonlijke bijdrage aan de sociale zekerheid, zonder dat zulks een invloed heeft op de bedrijfsvoorheffing of de belasting van de werknemer.

We hebben een kopie gekregen van een brief die op 13 februari jongstleden door de *Fédération des CPAS* van de *Union des villes et communes* aan de premier werd gericht en waarin deze haar ongerustheid uitdrukt over die maatregelen.

Zullen die twee maatregelen op dezelfde manier worden toegepast op de particuliere non-profitsector, op de lokale besturen en de PWA's, enerzijds, en op de particuliere profitsector, anderzijds?

10.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Frans): Nu antwoorden op uw vraag zou voorbarig zijn, want de tekst werd nog niet in het Parlement besproken. Het wetsontwerp zal binnenkort in het Parlement worden ingediend.

Voor de maatregelen betreffende de overuren, werden de huidige percentages opgetrokken. Het werkgeversvoordeel blijft van toepassing op de profitsector en het werknemersvoordeel is van toepassing op de profit- en op de non-profitsector.

De vrijstelling van het doorstorten van 0,25 procent van de voorheffing van het brutoloon is van toepassing op de profit- en op de non-profitsector, zoals omschreven bij de wet van 5 december 1968 op de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités. Het toepassingsgebied van de structurele maatregel verschilt hier dus van dat met betrekking tot de overuren, hoofdstuk werkgevers.

In commissie zullen we de gelegenheid krijgen hier dieper op in te gaan. Zo nodig kunnen amendementen worden ingediend.

10.03 Benoît Drèze (cdH): U verwijst terecht naar de parlementaire bespreking. Er zijn immers heel wat

verschillen tussen de profit- en de non-profitsector. Ik begrijp dat u open staat voor amendementen in dat verband.

10.04 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Frans*): Mijnheer Drèze, het gaat om een ontwerp. Het gebeurt dat men in de commissie vaststelt dat er zich punctuele, technische of andere moeilijkheden voordoen. We moeten de zaken sereen benaderen. We zullen het schrijven van de vereniging van Waalse OCMW's dan ook in het licht van uw vraag analyseren en we zullen ons voorbereiden op het debat in de commissie en vervolgens in de plenaire vergadering.

10.05 **Benoît Drèze** (cdH): Eigenlijk gaat het om een brief van de federaties van OCMW's van Wallonië, Vlaanderen en Brussel. We zullen hierop terugkomen als u uw ontwerp indient.

Het incident is gesloten.

11 **Vraag van de heer Benoît Drèze aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "de fiscaliteit van de grensarbeiders België/Frankrijk" (nr. 14328)**

11.01 **Benoît Drèze** (cdH): Minister Demotte heeft onlangs gewezen op het schaafeffect van de lagere persoonlijke sociale bijdragen in ons land en de lagere fiscale bijdragen in Frankrijk. Deze situatie zorgt ervoor dat een groot aantal Fransen in België komt werken en een aanzienlijk kleiner aantal Belgen in Frankrijk gaat werken. Dit veroorzaakt een belastingstijging in Frankrijk en een werkloosheidsstijging in België.

Overigens betreurt het Verbond van Belgische Ondernemingen (VBO) het mislukken van de onderhandelingen met betrekking tot de wijziging van de met Frankrijk afgesloten overeenkomst tot het vermijden van dubbele belasting. De VBO acht de situatie ter plaatse onhoudbaar: de ontwikkeling van de ondernemingen ligt stil, de arbeidsmarkt vertoont hevige spanningen, en de activiteiten dreigen te verschuiven naar de grensgebieden van de buurlanden.

Wat zijn op dit gebied uw analyse en uw strategie?

11.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Frans*): Wij zijn ons bewust van deze problemen, die voornamelijk te wijten zijn aan de grensarbeidregeling bepaald door de huidige Frans-Belgische overeenkomst, en aan het grote niveauverschil in belastingheffing tussen Frankrijk en België.

De minister van Financiën en ik zijn persoonlijk voorstander van een verlaging van de Belgische personenbelasting, in het bijzonder voor de lage inkomens.

Voorlopig vinden wij dat de oplossing ligt in de herziening van de overeenkomst en in de afschaffing van de huidige grensarbeidregeling. Twee ontmoetingen tussen de vertegenwoordigers van de Belgische en de Franse fiscale administraties in december 2006 en februari 2007 hebben echter niet tot een akkoord kunnen leiden.

Het is evenwel te vroeg om van mislukte onderhandeling te spreken.

11.03 **Benoît Drèze** (cdH): Op dit ogenblik zijn de onderhandelingen mislukt! Het verheugt me echter vast te stellen dat u aan een oplossing werkt.

11.04 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Frans*): In acht jaar tijd heeft de heer Reynders dit dossier met zeven verschillende gesprekspartners besproken. Enige achterstand is onvermijdelijk.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: We komen nu bij vraag nr. 14282 van de heer Servais Verherstraeten.

11.05 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Ik ben bereid deze vraag, die ik ooit als schriftelijke vraag had ingediend, opnieuw in een schriftelijke vraag om te zetten, als de minister me nu zijn schriftelijk antwoord bezorgt.

De **voorzitter**: Vraag nr. 14.282 van de heer Servais Verherstraeten wordt in een schriftelijke vraag omgezet.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de projecten van de Regie der Gebouwen die stilliggen of vertraging kennen" (nr. 14283)

12.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Om grote begrotingstekorten te vermijden, werden bepaalde investeringen uitgesteld.

Kan de staatssecretaris een overzicht geven van de projecten van de Regie der Gebouwen die stilliggen of vertraging hebben opgelopen en meedelen wat de oorzaak daarvan is?

12.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Nederlands): De renovatiewerken aan het administratief centrum in Diest liggen al enige tijd stil wegens een gebrek aan middelen. Uit de verkoop van Fedimmo I krijgt de Regie 60 miljoen euro. De Regie zal deze werken voorstellen op de lijst van dringende werken die uitgevoerd zullen kunnen worden als zij deze middelen ontvangt.

Ook wegens gebrek aan middelen hebben de voltooiingwerken aan het rijksarchief in Leuven vertraging opgelopen. Ook deze werken zullen uitgevoerd kunnen worden dankzij de verkoop van onroerende goederen. De nodige technische installaties worden gefinancierd met gewone investeringsmiddelen voor 2007.

De uitbreiding van het gerechtsgebouw te Ieper is afgewerkt. Enkel voor de telefooninstallatie wacht de Regie nog op een antwoord van de FOD Justitie.

Het plaatsen van veiligheidsnetten tegen het werpen van voorwerpen in de gevangenis van Andenne werd geweigerd door stedenbouw. Intussen werd er beroep aangetekend. De herinrichting van twee vrederechten in Bergen heeft vertraging opgelopen. Een studie over de verwarming moet nog worden afgewerkt. De werken aan het vrederecht van Edingen zijn vertraagd omdat de elektriciteitswerken nog moeten worden vastgelegd. Deze werken zullen worden uitgevoerd in het eerste trimester van 2007 met de gewone investeringskredieten.

De werken aan de zolderverdieping van de kanselarij in de Wetstraat 16 zijn vertraagd, omdat er eerst verstevigingswerken aan de vloer nodig zijn.

12.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Het gaat hier om een structureel probleem. Veel werken hadden al lang afgerond moeten zijn. Het is twijfelachtig of ze in 2007 zullen worden uitgevoerd. Dit komt door een onvoldoende voorbereiding, een slechte budgettering en eenzijdige beslissingen in de begrotingscontrole.

In oktober besliste de regering om extra te investeren in de jeugdinstituut in Florennes, een instelling in Herentals en gebouwen voor geïnterneerden in Merksplas. Er werden hiervoor echter geen middelen vrijgemaakt in de begroting. Als er toch middelen worden vrijgemaakt, zal dit ten koste gaan van de lopende dossiers. Dat is geen behoorlijk bestuur.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van de heer Carl Devlies aan de staatssecretaris voor Modernisering van de Financiën en de Strijd tegen de fiscale fraude, toegevoegd aan de minister van Financiën over "de onafhankelijkheid van de fiscale bemiddelaars" (nr. 14329)

13.01 Carl Devlies (CD&V): Voor de nieuwe bemiddelingsdienst zou volgens de minister intern worden gerekruteerd. De Raad van State is erg negatief over deze nieuwe dienst omdat men niet tegelijkertijd rechter en partij kan zijn en ook niet bemiddelaar en partij. Bovendien hebben de federale ombudsmannen, die benoemd worden door het Parlement en niet door de regering, ook een bemiddelingsopdracht. Ondanks de kritiek van de Raad en van de media blijft de minister de samenstelling van de

bemiddelingsdienst met louter fiscale ambtenaren verdedigen. Zo niet zou volgens hem ons hele juridische arsenaal grondig moeten worden herzien.

Hoe kwam de minister tot dat idee? Met wie werd onderhandeld? Wat bedoelt de minister met een herziening van ons juridisch arsenaal? Welke wetten staan in de weg om de dienst gemengd te kunnen samenstellen? Wie behandelt nu de klachten binnen de FOD Financiën? Hoe kan een fiscale bemiddelingsdienst klachten behandelen met een verslag wanneer de oprichting beantwoordt aan de complexiteit van de fiscale wetgeving en aan de noodzaak om de belastingplichtigen akkoord te laten gaan met de heffing?

13.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Nederlands*): Het is de opdracht van de fiscale bemiddelingsdienst om bemiddelingsaanvragen in alle objectiviteit en onafhankelijkheid te onderzoeken. Er waren verschillende mogelijkheden om de onafhankelijkheid van de dienst te waarborgen.

Werving van externe medewerkers vergt de wijziging- en/of afwijking van verschillende KB's met betrekking tot het statuut van het rijkspersoneel, de selectieprocedure en dergelijke meer.

Daarom werd beslist de onafhankelijkheid te waarborgen door de dienst rechtstreeks te laten afhangen van de voorzitter van de FOD Financiën. De dienst probeert de standpunten van de verschillende partijen met elkaar te verzoenen en de beslissing van de administratie te duiden. De complexiteit van de wet zorgt ervoor dat de burgers de administratieve beslissingen soms niet begrijpen. De tussenkomst van een autonome derde kan er dan voor zorgen dat de burger gemakkelijker instemt met de door de administratie genomen beslissingen. Momenteel is een dergelijke dienst al aan het werk op het niveau van de contactcel Invordering. Deze dienst wordt nu veralgemeend en heeft voortaan een rechtsgrond.

(*Frans*) Een tweetal weken geleden hebben we dat punt vóór de stemming over de diverse bepalingen besproken. Het resultaat was dat er, op twee onthoudingen na, unaniem werd gestemd. Ik heb begrip voor uw bezwaren, maar ik moet toch besluiten dat er een brede consensus bestaat over de oprichting van die nieuwe fiscale bemiddelingsdienst.

13.03 **Carl Devlies** (CD&V): Ik pleit voor een Comité F in de schoot van het Parlement. Het zou onpartijdige en onafhankelijke leden moeten hebben en voorgezeten worden door een magistraat. De helft van het personeel kan in de FOD Financiën worden gevonden, de andere helft erbuiten. Het Comité moet een uitgebreide onderzoeksbevoegdheid krijgen. Het moet ook zelf een dossier in handen kunnen nemen.

Nu is er een hervorming gaande met een reeks maatregelen waarop democratische controle ontbreekt. Het is hoog tijd dat dit verholpen wordt en dat een aantal essentiële taken door de administratie zelf wordt uitgevoerd.

Het incident is gesloten.

14 **Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "de verschillende toepassing van de wet door de dienst Voorafgaande Beslissingen en de Administratie van de belastingen" (nr. 14330)**

14.01 **Carl Devlies** (CD&V): De dienst Voorafgaande Beslissingen oordeelde in een ruling dat hij niet gebonden is door circulaire, maar enkel door de tekst van de wet. Door het oprichten van deze dienst buiten de administratie en onder het rechtstreekse gezag van de voorzitter van het directiecomité heeft men dus een probleem gecreëerd inzake de gelijkheid van taxatie van belastingplichtigen. Belastingplichtigen met voldoende kennis of geld komen bij de rulingcommissie terecht, terwijl voor de anderen de minder gunstige circulaire worden toegepast.

Hoe garandeert de staatssecretaris de gelijkheid bij de taxatie van alle belastingplichtigen? Wat moeten ambtenaren doen wanneer de circulaire tegenstrijdig zijn met een voorafgaande beslissing? Is hier geen sprake van een parallelle administratie? Is het niet meer aangewezen om de klassieke administratie te versterken dan om ervaren ambtenaren te verplaatsen naar bijzondere diensten? Hoort de dienst Voorafgaande Beslissingen niet eerder thuis binnen de FOD Financiën?

14.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Nederlands*): De dienst Voorafgaande Beslissingen of DVB beschikt

inderdaad over een verregaande autonomie en is daardoor ook zo snel en efficiënt. Wanneer echter bij een beslissing moet worden afgeweken van eerder door de administratie ingenomen standpunten, wordt er eerst contact opgenomen met de centrale diensten. Ook bij nieuwe wetgeving neemt de DVB steeds voorafgaand contact op met de centrale diensten vooraleer een standpunt in te nemen.

Hoewel de voorafgaande beslissingen in principe niet als precedentes kunnen worden gebruikt, geven zij toch een zeker kader aan waarbinnen belastingplichtigen hun verrichtingen kunnen toetsen. Wettelijk zijn alle andere diensten binnen de FOD Financiën gebonden door de beslissingen van de DVB, ook wanneer die afwijken van de circulaires. Toen de DVB nog functioneerde binnen de administratie, was er gemiddeld een termijn van 186 dagen nodig om tot een beslissing te komen. Vandaag bedraagt die termijn gemiddeld 96 dagen. Ik acht het dus niet opportuun om de DVB weer binnen de FOD Financiën onder te brengen.

14.03 Carl Devlies (CD&V): Het gaat dus effectief om een parallelle administratie, die dan ook nog de beste mensen aanzuigt en daardoor sneller kan werken, maar waardoor de werking van de FOD Financiën in zijn geheel gehypothekeerd wordt. Dat strookt niet met de gelijkheid van taxatie van elke belastingplichtige.

14.04 Staatssecretaris Hervé Jamar (Frans): Ik noteer dat de heer Devlies de bemiddelaar, de *ruling* en het onbeperkt uitstel wil afschaffen. Aan de oprichting van een nieuwe dienst zijn altijd risico's verbonden. Kinderziektes zijn niet uit te sluiten. Men moet evenwel zijn verantwoordelijkheid nemen als men kritiek levert op een instantie die naar behoren werkt!

14.05 Carl Devlies (CD&V): De beleidsverklaring moet gecorrigeerd worden. Het is beter dat een geïntegreerde administratie globaal goede resultaten haalt, dan dat een elitaire en een gewone administratie parallel naast elkaar werken.

Het incident is gesloten.

15 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "de belastingvermindering voor roetfilters" (nr. 14331)

15.01 Carl Devlies (CD&V): De Vlaamse Milieumaatschappij (VMM) mat vorig jaar meer fijn stof in de lucht dan het jaar voordien. Hoofdschuldigen zijn de stookolieketels in gebouwen en de dieselmotoren.

De regering verleent vanaf dit jaar een belastingvermindering voor dieselauto's uitgerust met een roetfilter en met een CO₂-uitstoot van minder dan 130 gram per kilometer. Deze maatregel gaat minder ver dan ons eigen wetsvoorstel, dat een belastingvermindering toekent voor dieselveertuigen met een lage uitstoot van verontreinigende deeltjes.

Ook in Nederland levert de aanschaf van een wagen met roetfilter een beduidend hogere belastingkorting op. Door de bijkomende voorwaarde dat de CO₂-uitstoot per kilometer niet hoger mag zijn dan 130 gram, komen bij ons bovendien enkel kleine auto's in aanmerking.

Waarom wordt de belastingkorting voor de roetfilter gekoppeld aan een beperking van de CO₂-uitstoot? Moeten we niet vooral grote dieselwagens aan een roetfilter helpen? Hoeveel wagens zouden er in 2007 in aanmerking komen voor een belastingvermindering?

15.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (Nederlands): Deze regering heeft een belastingvermindering ingevoerd voor wagens met een lage CO₂-uitstoot en voor nieuwe dieselwagens met een roetfilter.

Beide maatregelen sluiten aan bij ons streven de fiscaliteit ecologischer te maken. Het beperken van de uitstoot van fijn stof is wel eerder een maatregel ten gunste van de volksgezondheid, terwijl de beperking van de CO₂-uitstoot het broeikaseffect moet helpen tegengaan.

Het belastingvoordeel voor roetfilters geldt enkel voor wagens met beperkte CO₂-uitstoot omdat de regering, gelet op de beperkte budgettaire ruimte, vooral het uitrusten van kleine wagens met een roetfilter heeft willen

aanmoedigen.

Grote nieuwe dieselwagens zijn trouwens vaak al standaard uitgerust met een roetfilter, terwijl die bij de kleinere modellen een optie is. De impact op de verkoopprijs is bij de kleinere modellen dus groter.

15.03 Carl Devlies (CD&V): De staatssecretaris kan wel beweren dat grote dieselwagens vaak standaard een roetfilter hebben, maar hij geeft geen cijfers om dat te staven. Zelfs als dit klopt, zijn grote wagens grotere vervuilers en zou alles moeten gedaan worden om hun uitstoot te beperken. De huidige maatregel is meer een staaltje van groene imago-building dan van een echte milieupolitiek.

Het incident is gesloten.

16 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de verkoop en de wederinhuring van eigendommen van de Belgische Staat" (nr. 14335)

16.01 Carl Devlies (CD&V): De regering verkoopt haar eigendommen via de operatie Fedimmo. Fedimmo 1 is al achter de rug en Fedimmo 2 wordt voorbereid. Is de regering van plan om de verkoop van gevangenen te integreren in die operaties? Zullen de gevangenen van Leuven daar bij zijn?

16.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (*Nederlands*): De Leuvense gevangenis is niet opgenomen in de eerste selectie die de Ministerraad van 19 januari 2007 heeft goedgekeurd.

16.03 Carl Devlies (CD&V): We weten nu dat de Leuvense gevangenis niet wordt opgenomen in Fedimmo 2, maar minister Reynders heeft aangekondigd dat er nog operaties zullen volgen. Bestaat er een bereidheid om gevangenen te verkopen en hoe zit het dan eventueel later met de Leuvense gevangenen?

16.04 Staatssecretaris Hervé Jamar (*Frans*): Ik heb de procedure daarnet al, in verband met het KMI, kort uitgelegd: er is een eerste selectie, vervolgens buigen de experts zich over de zaak, dan komt het dossier bij de interkabinettenwerkgroep, en uiteindelijk volgt dan de beslissing van de ministerraad, die bepaalt welke gebouwen daadwerkelijk verkocht zullen worden in het kader van Fedimmo 2. De gevangenis van Leuven staat niet eens op die eerste lijst.

16.05 Carl Devlies (CD&V): De staatssecretaris ontkent niet dat de gevangenen verkocht kunnen worden via een toekomstige operatie.

16.06 Staatssecretaris Hervé Jamar (*Frans*): Het dossier wordt onderzocht.

16.07 Carl Devlies (CD&V): Het is dus niet uitgesloten dat de gevangenen alsnog verkocht worden. Ik ben bijgevolg niet gerustgesteld.

Het incident is gesloten.

17 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de toepassing van de vrijstelling van vennootschapsbelasting op kapitaal- en interestsubsidies (art. 193bis WIB)" (nr. 14336)

17.01 Carl Devlies (CD&V): Volgens artikel 193bis van het WIB genieten de kapitaal- en interestsubsidies die de Gewesten aan vennootschappen toekennen om materiële of immateriële activa aan te schaffen, een vrijstelling van de vennootschapsbelasting. De Vlaamse groeipremie valt daaronder.

Een vennootschap die zo'n groeipremie aanvraagt, mag de investeringen volgens de Vlaamse wetgeving laten uitvoeren door een patrimoniumvennootschap die behoort tot dezelfde groep als de aanvragende onderneming. Het is dus mogelijk dat de patrimoniumvennootschap de investeringen doet en het gebouw vervolgens verhuurt aan de vennootschap, die de subsidie vervolgens doorstort aan de patrimoniumvennootschap.

Zal de fiscus in dat geval het belastingvrije karakter van de subsidie erkennen binnen de patrimoniumvereniging? Zal de fiscus voor de inwerkingtreding van de belastingvrijstelling kijken naar het belastbare tijdperk waarin de betekening gebeurde in hoofde van de aanvragende vennootschap of in hoofde van de patrimoniumvennootschap?

17.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Nederlands*): Artikel 193bis van het WIB is van toepassing op de vennootschap die recht heeft op de door het Gewest toegekende kapitaal- of interestsubsidie. Mijn diensten hadden helaas nog niet de tijd om alle fiscale gevolgen grondig te onderzoeken. Ik heb hun verzocht om de gevolgen van het besluit van 10 oktober 2003 van de Vlaamse regering te onderzoeken in het kader van artikel 193bis van het WIB. Zodra ik de antwoorden heb gekregen, zal ik ze aan de heer Devlies mededelen.

17.03 **Carl Devlies** (CD&V): Het is dringend, want de bedrijven zijn momenteel bezig met het opstellen van de jaarrekeningen. Binnen welke termijn denkt de staatssecretaris een antwoord te hebben?

17.04 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Frans*): Ik kan u geen datum mededelen.

17.05 **Carl Devlies** (CD&V): Ik kan begrijpen dat de staatssecretaris niet onmiddellijk kan antwoorden, maar binnen de veertien dagen zou hij toch in een antwoord moeten kunnen voorzien.

17.06 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Frans*): Ik zou uitgebreider kunnen antwoorden indien de vragen niet zo laattijdig werden ingediend.

17.07 **Carl Devlies** (CD&V): Wij stellen onze vragen volgens de regels van het Kamerreglement. Ik zal zelf een timing bepalen: over veertien dagen stel ik deze vraag opnieuw. De staatssecretaris is hierbij gewaarschuwd. Hij heeft bijgevolg genoeg tijd om zich voor te bereiden.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vragen 14231 en 14350 van de heer Bogaert en vraag 14306 van de heer Van den Eynde vervallen omdat deze leden niets van zich hebben laten horen.

18 Vraag van de heer Claude Marinower aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "het onderhoud van het nieuwe justitiepaleis van Antwerpen" (nr. 14207)

18.01 **Claude Marinower** (VLD): Iets meer dan een jaar geleden is het nieuwe Antwerpse justitiepaleis in gebruik genomen en dat was een hele vooruitgang. Ondertussen is een aantal mankementen aan het licht gekomen. De toegangstrap is bij vriesweer af te raden, de passage van glazenwassers heeft voor schade gezorgd die nog steeds niet hersteld is, er zijn problemen met bepaalde toegangsdeuren en er is onenigheid over de verlichting van het gebouw. Het cellencomplex van het gebouw is ook al een keer overstroomd.

Wat is de situatie van de oplevering van het gebouwencomplex? Wordt met de vermelde euvels rekening gehouden? Hoe worden onderhoud en herstellingen geregeld? Welke rol spelen de Regie der gebouwen en Justinvest? Op hoeveel zijn de jaarlijkse onderhoudskosten geraamd? Wat zijn de reële onderhoudskosten? Wat zijn de kosten van de avondverlichting? Bestaat de mogelijkheid om de poort te verlichten? Is er in een budget voor onderhoud voorzien en wie beheert dat dan?

18.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Nederlands*): De definitieve oplevering gebeurt op 28 oktober 2007. De Regie der Gebouwen controleerde onlangs in hoeverre gevolg werd gegeven aan de opmerkingen gemaakt tijdens de voorlopige oplevering in december 2005.

De vermelde euvels hebben niets met de opleveringsprocedure te maken. De problematiek van de trap is bekend en de ontwerper zoekt naar een duurzamere oplossing dan zout strooien. Ook de problematiek van de toegangsdeur is in onderzoek bij de ontwerper. De herstellingswerken zullen volgen. Voor de dakdichting gaat het over de tienjarige aansprakelijkheid, voor de schade in de binnentuinen om een verzekeringskwestie. Wat de nachtverlichting betreft is alles uitgevoerd en geplaatst, zodat het er alleen nog om gaat wie de elektriciteitsrekening moet betalen. De FOD Justitie meent terecht dat ze niet alle kosten alleen moet dragen.

Het onderhoud tot en met de definitieve oplevering zit grotendeels vervat in de offertes van de diverse aannemers. Daarna dienen onderhoudscontracten te worden afgesloten. De Regie der Gebouwen zal een aanbestedingsprocedure organiseren in het tweede trimester van 2007.

Kleine herstellingen moeten in de opleveringsfase door de diverse bouwpartners worden gedragen. Na de oplevering moet de eigenaar voor het eigenaaronderhoud instaan en de bezettende dienst voor het huurderonderhoud.

De timing van het onderhoud zal in de bestekken van de onderhoudscontracten zijn vermeld.

Omdat de aanbestedingen voor alle onderhoud nog moeten gebeuren, zijn de totale onderhoudskosten nog niet duidelijk. Men raamt ze op 1,3 miljoen euro.

De nachtverlichting is klaar, maar wordt slechts sporadisch in werking gesteld omdat men nog niet weet wie de rekening moet betalen. De dakverlichting een jaar lang acht uur per nacht laten branden, kost 5500 euro. Meer delen van het gebouw verlichten, kost dus nog veel meer. De FOD Justitie wil die kosten niet alleen dragen en er wordt naar sponsors uitgekeken.

18.03 Claude Marinower (VLD): De zoektocht naar sponsors kan nog grappig worden. Verder hoor ik dat er nog discussie bestaat over wie bepaalde rekeningen moet betalen. Dit zal wellicht tot extra parlementaire vragen leiden.

Het incident is gesloten.

De vergadering wordt gesloten om 12.23 uur.